

Au service des territoires et des exportations

Société anonyme au capital de 130 000 150 EUR

1-3, rue du Passeur de Boulogne – 92130 Issy-les-Moulineaux

RCS de Nanterre 428 782 585

DOCUMENTATION FINANCIÈRE

relative aux

PROGRAMME D'EMISSION DE CERTIFICATS DE DEPOT D'UN PLAFOND DE 2.000.000.000 EUROS

ET

PROGRAMME D'EMISSION DE BONS A MOYEN TERME NEGOCIABLES D'UN PLAFOND DE 500.000.000 EUROS

Etablie en application des articles L.213-1 A à L.213-4-1 et D.213-1 A à D.213-14 du
Code monétaire et financier

Le 29 juillet 2015



Documentation Financière

Information Memorandum (Dossier de Présentation Financière)

Name of the Programme / Nom du Programme:	SFIL, French <i>Certificats de Dépôt</i>
Name of the Issuer / Nom de l'Emetteur:	SFIL
Type of Programme / Type de Programme:	French <i>Certificats de Dépôt</i> / Certificats de Dépôt
Programme size / Plafond du Programme:	EUR 2,000,000,000 / EUR 2.000.000.000
Guarantor / Garant	Not applicable / Sans objet
Rating(s) of the Programme / Notation du Programme:	Rated A-1+ by Standard and Poor's and P-1 by Moody's / Noté A-1+ par Standard and Poor's et P-1 par Moody's
Arranger / Arrangeur:	SFIL
Issuing and Paying Agent / Agent Domiciliataire:	NATIXIS
Dealers / Agents Placeurs:	BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate And Investment Bank, Natixis, Société Générale
Effective date of the Information Memorandum / Date d'effet du Dossier de Présentation Financière:	29 July 2015 / 29 juillet 2015
Amendment to the Information Memorandum / Mise à jour par avenant du Dossier de Présentation Financière	None / Sans objet

The *Certificats de Dépôt* have not been and will not be registered under the Securities Act of 1933, as amended (the "Securities Act"), or any other laws or regulations of any state of the United States of America, and may not be offered or sold within the United States of America, or to, or for the account or benefit of, U.S. persons (as defined in accordance with Regulation S under the Securities Act).

Prepared in compliance with / Etabli en application des Articles L.213-1-A to L.213-4-1 and D.213-1 A to D.213-14 of the French *Code Monétaire et Financier*

An original copy of this document is sent to / Un exemplaire du present document est adressé à:

BANQUE DE FRANCE
Direction Générale des Opérations
Direction de la Stabilité Financière (DSF)
35-1134 Service des Titres de Créances Négociables
39, rue Croix des Petits Champs
75049 PARIS CEDEX 01
A l'attention du chef de service

TABLE OF CONTENTS / TABLE DES MATIERES

FRENCH SECTION

RESUME DE LA DOCUMENTATION FINANCIERE

- I DESCRIPTION DU PROGRAMME D'EMISSION**
 - II DESCRIPTION DE L'EMETTEUR**
 - III CERTIFICATION DES INFORMATIONS FOURNIES**
 - IV INFORMATION CONCERNANT LA DEMANDE DE LABEL STEP PAR L'EMETTEUR**
- ANNEXES**

ANNEXE I *Rapports annuels et comptes*

Rapport annuel 2014

Rapport annuel 2013

ANNEXE II *Lien(s) vers le(s) site(s) internet des agence(s) de notation*

ENGLISH SECTION

- I DESCRIPTION OF THE ISSUANCE PROGRAMME**
- II DESCRIPTION OF THE ISSUER**
- III CERTIFICATION OF INFORMATION**
- IV INFORMATION CONCERNING THE ISSUER'S REQUEST OF THE STEP LABEL**

APPENDICES

APPENDIX I **Issuer Annual Reports and Financial Statements**

2013 Financial Report

2014 Financial Report

APPENDIX II **Link(s) to the website(s) of the rating agence(s)**

Report of statutory auditors

FRENCH SECTION

I. DESCRIPTION DU PROGRAMME D'EMISSION

Articles D. 213-9, II, 1°, et D. 213-11 du Code Monétaire et Financier et article 1 de l'Arrêté du 13 février 1992 modifié et les réglementations postérieures

1.1 Nom du Programme : SFIL, French Certificats de Dépôt

1.2 Type de programme : Programme de Certificats de Dépôt de droit français

1.3 Nom de l'Emetteur : SFIL

1.4 Type d'émetteur : Etablissement de crédit.

1.5 Objet du Programme : Afin de satisfaire aux besoins généraux de financement de la SFIL ("l'Emetteur") et de sa filiale, l'Emetteur procédera à l'émission périodique de Certificats de Dépôt, conformément aux articles L.213-1-A à L.213-4-1 et D.213-1 A à D.213-14 du Code Monétaire et Financier et à toutes les réglementations postérieures.

1.6 Plafond du Programme : L'encours maximal des Certificats de Dépôt émis aux termes du Programme s'élèvera à 2.000.000.000 d'euros ou sa contre-valeur en toute autre devise autorisée à la date d'émission.

1.7 Forme des titres : Les Certificats de Dépôt sont des titres de créances négociables, émis au porteur et sont inscrits en compte auprès d'intermédiaires autorisés conformément à la législation et à la réglementation française en vigueur.

1.8 Rémunération : La rémunération des Certificats de Dépôt est libre. Cependant, si l'Emetteur émet des Certificats de Dépôt dont la rémunération est liée à un indice, ou une clause d'indexation, l'Emetteur n'émettra que des Certificats de Dépôt dont la rémunération est liée à un indice usuel du marché monétaire tel que et restreint à : Euribor, Libor ou Eonia. De telles formules de rémunération ne doivent pas résulter en remboursement du capital en dessous du pair. L'émetteur ne peut pas émettre des Certificats de Dépôt avec paiements de capital qui peuvent potentiellement être variables. Dans le cas d'une émission comportant une possibilité de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat, les conditions de rémunération du Certificat de Dépôt seront fixées à l'occasion de l'émission initiale et ne pourront pas être modifiées ultérieurement, notamment à l'occasion de la prorogation ou du rachat .

1.9 Devises d'émission : Les Certificats de Dépôt sont émis en euros ou dans toute autre devise autorisée par la réglementation française en vigueur au moment de l'émission conformément à l'article D213-6 du Code monétaire et financier. La Banque de France peut toutefois décider la suspension temporaire des émissions de titres libellés dans une devise déterminée si les circonstances le

justifie.

1.10 Maturité :

L'échéance des Certificats de Dépôt sera fixée conformément à la législation et à la réglementation française, ce qui implique qu'à la date des présentes la durée des émissions de Certificats de Dépôt ne peut être supérieure à 1 an (365 jours ou 366 jours les années bissextiles).

Les Certificats de Dépôt peuvent être remboursés avant maturité en accord avec les lois et les réglementations applicables en France.

Les Certificats de Dépôt émis dans le cadre du Programme pourront comporter une ou plusieurs possibilités de prorogation de l'échéance (au gré de l'Émetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un (ou plusieurs) événement(s) indépendant(s) de l'Émetteur et ou du détenteur).

Les Certificats de Dépôt émis dans le cadre du Programme pourront aussi comporter une ou plusieurs possibilités de rachat par l'Émetteur (au gré de l'Émetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un (ou plusieurs) événement(s) indépendant(s) de l'Émetteur et / ou du détenteur).

La faculté de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat de Certificats de Dépôt, s'il y a lieu, devra être spécifiée explicitement dans le formulaire de confirmation de toute émission concernée.

En tout état de cause, la durée de tout Certificat de Dépôt assortie d'une ou de plusieurs de ces clauses, sera toujours, toutes possibilités de remboursement anticipé, de prorogation ou rachat comprises, conforme à la réglementation en vigueur au moment de l'émission dudit Certificat de Dépôt.

1.11 Montant unitaire minimal des émissions :

Le montant unitaire minimal de chaque émission sera au moins égal à 200.000 euros ou, s'il s'agit d'une émission en devise étrangère, la contre valeur de ce montant dans la devise concernée au moment de l'émission.

1.12 Dénomination minimale des titres :

En vertu de la réglementation (Article D.213-11 du Code monétaire et financier), le montant minimum légal des Titres de Créances Négociables émis dans le cadre de ce programme est de 200 000 euros ou la contre valeur de ce montant en devises déterminée au moment de l'émission.

1.13 Rang :

Les Certificats de Dépôt constitueront des obligations directes, non assorties de sûreté et non subordonnées de l'Émetteur, venant au moins à égalité de rang avec les autres obligations actuelles et futures, directes, non assorties de sûreté, non garanties et non subordonnées de l'Émetteur.

1.14 Droit applicable :

Les Certificats de Dépôt émis dans le cadre du Programme seront régis par le droit français. Tous les litiges auxquels l'émission des Certificats de Dépôt pourrait donner lieu seront régis par le droit français et interprétés selon le droit français.

1.15 Listing :

L'ensemble, ou une partie seulement, des Certificats de Dépôt émis pourront être admis à la négociation sur Euronext Paris, conformément à la Directive 2003/71/EC du Parlement Européen et du Conseil du 4 novembre 2003. Il pourra être vérifié si une émission de Certificats de Dépôt est admise à la négociation sur le site internet d'Euronext Paris (<https://www.euronext.com/>).

1.16 Système de règlement livraison d'émission :

Les Certificats de Dépôt seront émis en Euroclear France.

1.17 Notation du Programme :

Les agences de notation Standard & Poor's et Moody's ont respectivement attribué les notations A-1+ et P-1 au Programme.

Les notations sont susceptibles d'être revues à tout moment par les agences de notation. Les investisseurs sont invités à se reporter aux sites internet des agences concernées afin de consulter la notation en vigueur.

Les liens vers les sites internet de ces deux agences figurent à l'Annexe II

1.18 Garantie :

Sans objet.

1.19 Agent Domiciliataire :

L'Émetteur a désigné NATIXIS en qualité d' « Agent Domiciliataire » pour le Programme.

1.20 Arrangeur :

SFIL

1.21 Mode de placement :

Les Certificats de Dépôt seront placés par BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate & Investment Bank, Natixis et Société Générale.

L'Émetteur pourra ultérieurement remplacer un Agent Placeur ou nommer d'autres Agents Placeurs ; une liste à jour desdits Agents Placeurs sera communiquée aux investisseurs sur demande déposée auprès de l'Émetteur.

1.22 Restrictions à la vente :

Restrictions générales

L'Émetteur, chaque Agent Placeur et chaque souscripteur initial ou détenteur subséquent de Certificats de Dépôt émis dans le cadre du Programme ne prendra aucune mesure aux fins de permettre une offre au public des Certificats de Dépôt, ou la détention ou la distribution de la Documentation Financière ou de tout autre document relatif aux Certificats de Dépôt dans un pays ou territoire où la distribution de tels documents est contraire aux lois et règlements en vigueur et n'offrira, ne vendra ni ne remettra, directement ou indirectement, les Certificats de Dépôt, dans un pays ou territoire où ce type de mesure est contraire aux lois et règlements en vigueur.

L'Émetteur, chaque Agent Placeur et chaque souscripteur initial a garanti, et chaque détenteur subséquent de Certificats de Dépôt sera réputé l'avoir déclaré et garanti au jour de la date d'acquisition des Certificats de Dépôt, respecter les lois et règlements en vigueur dans chaque pays ou territoire où il offre ou vend les Certificats de Dépôt ou dans lequel il détient ou distribue la Documentation Financière et à obtenir toute autorisation ou tout accord nécessaire au regard des lois et règlements en vigueur dans chaque pays ou territoire où il fera une telle offre ou vente. Ni l'Émetteur, ni aucun Agent Placeur, ni aucun souscripteur initial ou détenteur subséquent de Certificats de Dépôt n'encourent de responsabilité à ce titre.

France

L'Émetteur, chaque Agent Placeur, chaque souscripteur initial a déclaré et garanti et chaque détenteur subséquent de Certificats de Dépôt sera réputé avoir déclaré et garanti au jour de la date d'acquisition des Certificats de Dépôt respecter les lois et règlements en vigueur en France relatifs à l'offre, au placement, à la distribution et la revente des Certificats de Dépôt ou à la distribution en France des documents y afférant.

Pour le détail des autres restrictions de vente, veuillez vous référer au Chapter I, paragraphe 1.22 *Selling Restrictions English section* (chapitre I chapitre 1.22 de la section en anglais).

1.23 Taxation :

L'Émetteur ne s'engage pas à indemniser les détenteurs de Certificats de Dépôt en cas de prélèvement de nature fiscale en France ou à l'étranger, sur toutes sommes versées au titre

des Certificats de Dépôt, à l'exception des droits de timbres ou droit d'enregistrement dus par l'Emetteur en France.

1.24 Implication d'autorités nationales :

Banque de France

1.25 Coordonnées des personnes assurant la mise en œuvre du Programme :

La personne assumant la mise en œuvre du Programme de Certificats de Dépôt est :

Gonzague Veillas
Responsable Financement et Trésorerie
SFIL
1-3 rue du passeur de Boulogne
92130 Issy les Moulineaux – France
Tél : + 33.(0)1.30.13.39.09
Adresse courriel : gonzague.veillas@sfil.fr

La personne assumant la mise à jour du programme de Certificats de Dépôt est :

Ophra Derhy
Directrice Juridique
SFIL
1-3 rue du passeur de Boulogne
92130 Issy les Moulineaux – France
Tél : + 33.(0)1.73.28.87.90
Adresse courriel : ophra.derhy@sfil.fr

1.26 Informations complémentaires relatives au Programme :

Optionnel¹.

1.27 Commissaires aux Comptes de l'Emetteur ayant audité les comptes annuels de l'Emetteur :

Merci de vous référer au Chapitre III, paragraphe 3.4 English section (chapitre I section 3.4 de la section en anglais).

¹ Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas.

II. DESCRIPTION DE L'EMETTEUR

Article D. 213-9, II, 2° du Code Monétaire et Financier et Art. 2, I et II du 3° de l'Arrêté du 13 février 1992 modifié et les réglementations postérieures.

2.1 Dénomination sociale : SFIL (ex Société de Financement Local - changement de dénomination sociale intervenu le 10 juin 2015)

2.2 Forme juridique, législation applicable à l'émetteur et tribunaux compétents :

La SFIL est une société anonyme à Conseil d'Administration de droit français, régie par les dispositions du Code de commerce, du Code Monétaire et Financier et de la loi n°83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public.

Toute réclamation à l'encontre de l'Emetteur au titre de ses activités pourra être portée devant les tribunaux compétents situés dans le département des Hauts de Seine.

2.3 Date de constitution :

La société a été créée le 29 décembre 1999 pour une durée de 99 ans.

2.4 Siège social :

SFIL,
1-3, rue du Passeur de Boulogne
92130 Issy-les-Moulineaux, France
Téléphone : +33 (1) 73 28 90 90

2.5 Numéro d'immatriculation et lieu d'enregistrement :

La société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 428 782 585.

2.6 Objet social résumé :

La SFIL est un établissement de crédit, agréé par l'Autorité de contrôle prudentiel qui a pour objet d'effectuer à titre habituel toutes opérations de banque, au sens de l'article L. 311-1 du Code monétaire et financier et ce, en relation avec des opérations de crédit au secteur public local en France.

Pour réaliser cet objet, la société pourra, dans le cadre des conditions définies par la réglementation bancaire et financière en vigueur, se procurer toutes ressources adaptées.

2.7 Description des principales activités de l'Emetteur:

La SFIL assure le rôle d'établissement gestionnaire de l'activité de sa filiale, la Caisse Française de Financement Local, tel que défini par la réglementation applicable aux sociétés de crédit foncier.

La SFIL fournit par ailleurs des prestations de services pour La Banque Postale et la co-entreprise La Banque Postale Collectivités Locales.

L'État français a annoncé début 2015 avoir pris la décision de créer un nouveau dispositif public de financement des exportations, qu'il a choisi de confier à Sfil. Pour cette nouvelle mission, Sfil travaillera en étroite collaboration avec tous les acteurs du financement export, au premier rang desquels Coface, compagnie d'assurance spécialisée dans l'assurance, pour le compte de l'État, des financements accordés par les banques aux acheteurs étrangers.

Ce nouveau dispositif permettra aux exportateurs et aux banques prêteuses de profiter des capacités de la Caisse Française de Financement Local à lever des financements de marché à des conditions qui sont celles des meilleurs émetteurs français de *covered bonds* et dans des volumes adaptés au financement des crédits export de montants élevés. Les entreprises importatrices pourront ainsi bénéficier, pour des achats allant jusqu'à plusieurs milliards d'euros sur des durées de 10 ans, 20 ans et plus, de conditions financières nettement améliorées.

Les renseignements concernant l'activité de SFIL en 2014 sont disponibles au sein du Rapport Financier 2014 de la SFIL aux pages 5 à 15 et aux pages 47 à 69.

2. 8 Capital ou équivalent:

2.8.1 Montant du capital souscrit et entièrement libéré :

Le montant du capital souscrit s'élève à la date des présentes à 130.000.150 euros, divisé en 9.285.725 actions de 14 euros de valeur nominale.

Les actions sont réparties en deux catégories :

- 7.428.580 actions ordinaires ; et
- 1.857.145 actions de préférence émises conformément aux dispositions des articles L. 228-11 du Code de commerce et comportant les droits et obligations définis dans les statuts de la SFIL.

2.8.2 Montant du capital souscrit et non entièrement libéré :

Non applicable

2.9 Répartition du capital :

L'actionnariat de la SFIL est à la date des présentes le suivant :

- l'Etat français, via l'Agence des Participations de l'Etat, à hauteur de 75 %, soit 6.964.293 actions ordinaires,
- la Caisse des Dépôts et Consignations, à hauteur de 20 %, soit 1.857.145 actions de préférence, et
- La Banque Postale, à hauteur de 5%, soit 464.287 actions ordinaires.

2.10 Marchés réglementés où les actions et titres de créance de l'Emetteur sont négociés:

Les actions de la SFIL ne sont pas cotées.

2.11 Composition de la Direction :

La gestion et la direction de la SFIL est assurée par :

Philippe Mills, Président Directeur Général
François Laugier , Directeur Général Adjoint

Le Conseil d'Administration dont la composition est la suivante :

Philippe Mills, Président Directeur Général
Jean-Pierre Balligand
Corso Bavagnoli
Catherine Boyaval
Pascal Cardineaud
Delphine de Chaisemartin
Lorraine Coudel
Frederic Guillemain
Catherine (Cathy) Kopp

Françoise Lombard
Chantal Lory
Serge Morvan
Françoise de Panafieu
Sandrine Vion
Rémy Weber

2.12 Normes comptables utilisées pour les données consolidées :

Les comptes consolidés de la SFIL ont été établis suivant les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne à la clôture des comptes.

Les comptes consolidés sont établis en millions d'euros (EUR) sauf indications contraires. Ces comptes sont établis conformément à la recommandation 2009 R04 du CNC publiée le 2 juillet 2009.

2.13 Exercice comptable :

1^{er} Janvier – 31 décembre.

2.13.1 Date de tenue de l'assemblée générale annuelle ayant approuvé les comptes annuels de l'exercice écoulé (ou son équivalent)

28 mai 2015

2.14 Exercice fiscal:

1^{er} Janvier – 31 décembre.

2.15 Autres programmes de l'Emetteur de même nature à l'étranger :

Non applicable

2.16 Notations de l'Emetteur :

Noté.

L'Emetteur est noté par les agences de notation suivantes : Moody's, Standard & Poor's et Fitch.

2.17 Informations complémentaires relatives à l'Emetteur :

Au 31 mars 2015, le nombre de clients ayant assigné s'élève à 203 contre 210 à fin 2014.

Un nombre limité de litiges a fait l'objet de décisions au fond en première instance.

Des jugements ont été rendus en 2014 par le Tribunal de Grande Instance (TGI) de Nanterre dans les affaires opposant quatre collectivités locales à Dexia Crédit Local (et à la Caisse Française de Financement Local, intervenue volontairement dans la procédure pour défendre ses intérêts). Ces jugements concernaient des prêts structurés commercialisés par Dexia Crédit Local et figurant au bilan de la Caisse Française de Financement Local, et dont le capital initial s'élève à un total de EUR 98 millions. Comme dans les jugements de février 2013, la décision du TGI n'a pas porté sur le fond (validité du consentement, manquements aux obligations d'information, de conseil et de mise en garde...), mais a été motivée par l'absence formelle du TEG dans la télécopie précédant le contrat ou de données intermédiaires de calcul du TEG. Cet élément a conduit le TGI à décider l'application du taux d'intérêt légal au lieu du taux contractuel. Pour ces dossiers, Dexia Crédit Local et la Caisse Française de Financement Local ont fait appel. Les procédures sont en cours.

Parallèlement à ces contentieux la SFIL a pour mission depuis sa création de mener à bien la désensibilisation des encours sensibles logés au bilan de sa filiale, la Caisse Française de Financement Local, conduite, comme en 2013, conformément aux schémas validés par le conseil d'administration de la SFIL.

Le périmètre des encours sensibles recouvre les encours classés hors « charte Gissler » (charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités locales signée en décembre 2009) et les encours classés 3E, 4E et 5E selon cette même charte.

La méthodologie utilisée consiste à désensibiliser de manière définitive les prêts structurés les plus

sensibles. Pour ce faire, Sfil peut allouer si nécessaire de la liquidité nouvelle aux emprunteurs sous forme de financement complémentaire ou de refinancement de l'indemnité de remboursement anticipé.

Au soutien de l'action de SFIL et afin d'apporter une solution pérenne et globale au problème des emprunts structurés les plus sensibles contractés par les collectivités locales et les établissements publics de santé, le gouvernement français a mis en place les dispositifs suivants :

- Des fonds de soutien aux collectivités locales et aux établissements publics de santé :
 - Un fonds pluriannuel a été créé par la loi de finances 2014 votée en décembre 2013. Il est doté de EUR 1,5 milliard et a une durée de vie de 15 ans maximum (EUR 100 millions par an) ; il est géré par le service de pilotage du dispositif de sortie des emprunts sensibles. Ses modalités de fonctionnement, précisées par le décret d'application du 29 avril 2014 et l'arrêté du 4 novembre 2014 ainsi que par la doctrine d'emploi du fonds approuvée par le conseil national d'orientation et de suivi (CNOS) du 13 novembre 2014, sont les suivantes :
 - Clients éligibles : collectivités, groupements et établissements publics locaux détenant les crédits les plus sensibles.
 - Montant de l'aide : il tient compte de plusieurs critères, notamment la situation financière de l'organisme public local demandeur et la part des emprunts éligibles dans l'encours total de la dette de cet organisme ; l'aide pourra représenter jusqu'à 45 % du montant de l'indemnité (l'aide maximale étant accordée aux organismes dont la situation financière est la plus dégradée).
 - Utilisation de l'aide reçue par les collectivités : l'aide sera versée par fractions égales sur une durée de 15 ans et compensera partiellement le coût de refinancement de l'indemnité de remboursement anticipé. De façon dérogatoire, pour une durée limitée, l'aide pourra aussi être affectée au paiement d'une partie des intérêts de l'emprunt concerné, non remboursé.
 - Renonciation par les bénéficiaires du fonds aux contentieux en cours ou futurs sur les crédits bénéficiant du fonds, dans le cadre d'une transaction avec la banque.
 - Gestion du fonds assurée par l'État, avec un conseil national d'orientation et de suivi associant des représentants de l'État, des collectivités locales et des personnalités qualifiées.
 - Ce fonds est alimenté à hauteur de 60 % par les banques et pour le solde par l'État.
 - Un dispositif analogue pour les établissements publics de santé a été instauré par instruction ministérielle n° DGOS/PF1/DGFIP/CL1C/CL2A/2014/363 du 22 décembre 2014.
Ce fonds est doté d'une enveloppe d'aides de EUR 100 millions qui sera versée aux établissements éligibles par fractions annuelles égales pendant 3 ans. Le dispositif mis en place est le suivant :
 - Clients éligibles : les établissements publics de santé dont le total des produits est inférieur à EUR 100 millions selon le compte financier 2013.
 - Contrats éligibles : contrats de prêts structurés classés « hors charte ».
 - Montant de l'aide : l'aide correspond, pour chaque contrat de prêt, à une fraction de l'indemnité de remboursement anticipé totale due par l'hôpital. Cette fraction ne pourra excéder 45 % et le montant de l'aide le plafond de EUR 5 millions. Le taux de prise en charge par le dispositif tient compte, pour chaque bénéficiaire de l'aide, d'un faisceau de critères, notamment le poids de l'encours de dette hors charte dans le total de dette, son niveau d'endettement, sa situation financière et sa capacité à faire face au surcoût généré par les prêts structurés classés hors charte ainsi que son besoin d'emprunt sur les prochaines années.
 - Conditions d'octroi de l'aide : le versement de l'aide est subordonné au remboursement anticipé du ou des contrats éligibles concernés et à la conclusion préalable avec l'établissement de crédit d'une transaction au sens de l'article 2044 du Code civil portant sur le ou les contrats.

La Caisse Française de Financement Local, filiale qui porte les encours du groupe Sfil, s'est engagée à contribuer au fonds dédié aux collectivités locales pour EUR 10 millions par an pendant 15 ans, ainsi qu'au dispositif prévu pour les établissements publics de santé pour un montant total de EUR 18 millions. Ces contributions ont été inscrites en totalité dans les comptes de la société.

Ces fonds ont fait l'objet de nouvelles décisions du gouvernement français le 24 février 2015 à la suite de la décision prise par la Banque nationale suisse le 15 janvier 2015 de laisser s'apprécier la devise helvétique qui a eu des répercussions lourdes pour les collectivités territoriales et les hôpitaux. Le gouvernement français a annoncé le doublement du volume du fonds de soutien dédié aux collectivités locales (montant porté de EUR 1,5 milliard à EUR 3 milliards) et la multiplication par quatre de celui dédié aux hôpitaux (montant porté de EUR 100 millions à EUR 400 millions). À la date

d'établissement du présent rapport, les modalités n'ont pas été précisées par des textes législatifs et réglementaires.

- Une loi relative à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public entrée en vigueur le 30 juillet 2014 après avoir été validée le 24 juillet 2014 par le Conseil constitutionnel. Certaines dispositions avaient été précisées de façon à tenir compte des remarques formulées par le Conseil constitutionnel fin décembre 2013.

Dans ce contexte, l'année 2014 se caractérise par :

- L'accélération du nombre d'opérations traitées par rapport à 2013 : 158 opérations de désensibilisation en 2014, contre 98 en 2013.
- Le dépassement de l'objectif de EUR 1 milliard de volume de prêts désensibilisés pour atteindre EUR 1,2 milliard. En fin d'année, le stock initial des prêts structurés sensibles a été réduit d'un quart, passant de EUR 8,5 milliards à EUR 6,3 milliards.
- La signature de protocoles transactionnels avec notamment le Conseil Général de Seine-Saint-Denis et les villes de Saint-Étienne et d'Asnières-sur-Seine.
- Des emprunteurs qui sont de plus en plus réceptifs à l'intérêt du dispositif de la Caisse Française de Financement Local en accompagnement de la désensibilisation : les financements complémentaires accordés atteignent EUR 0,8 milliard en 2014 contre EUR 0,3 milliard en 2013.

Les premiers accords transactionnels ont été signés dans le cadre du fonds de soutien aux collectivités, mettant fin à plusieurs contentieux, notamment avec le Conseil Général de Seine-Saint-Denis, les villes de Saint-Étienne et d'Asnières-sur-Seine.

Par ailleurs, ainsi que cela a été mentionné, la loi relative à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public est entrée en vigueur le 30 juillet 2014.

III. CERTIFICATION DES INFORMATIONS FOURNIES

Article D. 213-9, II, 3° et III du Code Monétaire et Financier et Art. 2, dernier alinéa de l'Arrêté du 13 février 1992 modifié et les réglementations postérieures.

Merci de vous référer au *Chapter III, English section* (chapitre III de la section en anglais).

IV. INFORMATION CONCERNANT LA DEMANDE DE LABEL STEP PAR L'EMETTEUR

Merci de vous référer au *Chapter IV, English section* (chapitre IV de la section en anglais).

ANNEXES

Merci de vous référer aux *Appendices, English section* (Annexes de la section en anglais).

ENGLISH SECTION

I. DESCRIPTION OF THE *ISSUANCE PROGRAMME*

Articles D. 213-9, II, 1° and D. 213-11 of the French *Code Monétaire et Financier* and Article 1 of the Amended Order (*Arrêté*) of 13 February 1992 and subsequent regulations

1.1 Name of the Programme: SFIL, French Certificats de Dépôt

1.2 Type of programme:
Programme of *Certificats de Dépôt*

1.3 Name of the Issuer: SFIL

1.4 Type of issuer: Monetary Financial Institution (credit institution)

1.5 Purpose of the Programme:

In order to meet the general funding needs of SFIL (the "Issuer") and its subsidiary, the Issuer will issue from time to time *Certificats de Dépôt* (Certificates of Deposit), in accordance with Articles L.213-1 A to L.213-4-1 and D.213-1 A to D.213-14 of the French *Code Monétaire et Financier* and all subsequent regulations.

1.6 Programme size:

The maximum outstanding amount of *Certificats de Dépôt* issued under the Programme shall be Euro 2,000,000,000 or its equivalent value at the date of issue in any other authorized currencies.

1.7 Characteristics and form of the Notes:

The *Certificats de Dépôt* are Negotiable Debt Securities (*TCNs* or *Titres de Créances Négociables*), issued in bearer form and recorded in the books of authorised intermediaries (book entry system) in accordance with French laws and regulations.

1.8 Yield basis:

The remuneration of the *Certificats de Dépôt* is unrestricted.

However, if the Issuer issues *Certificats de Dépôt* with remuneration linked to an index, or an index clause, the Issuer shall only issue *Certificats de Dépôt* with remuneration linked to usual money market indexes, such as but not restricted to: Euribor, Libor or EONIA.

Such remuneration formulas shall not result in redemption below par.

The Issuer may not issue *Certificats de Dépôt* with potentially variable principal payments.

In the case of an issue of *Certificats de Dépôt* embedding a possibility of early redemption, extension or repurchase, the conditions of remuneration of such *Certificats de Dépôt* will be set out when the said *Certificats de Dépôt* will be initially issued and shall not be further modified, including when such extension or repurchase will be exercised.

1.9 Currencies of issue of the Notes:

The *Certificats de Dépôt* are issued in Euro or in any other currency authorized by laws and regulations in force in France at the time of the issue in accordance with Article D213-6 of the French *Code Monétaire et Financier*. Although, the *Banque de France* reserves the right to temporarily suspend a specific foreign currency's issuance if circumstances justify this decision.

1.10 Maturity of the Notes

The term (maturity date) of the *Certificats de Dépôt* shall be determined in accordance with laws and regulations applicable in France, which imply that, at the date hereof, the term of the *Certificats de Dépôt* shall not be longer than one year (365 days or 366 days in a leap year), from the issue date. The *Certificats de Dépôt* may be redeemed before maturity in accordance with the laws and regulations applicable in France.

The *Certificats de Dépôt* issued under the Programme may carry one or more embedded possibility(ies) of extension of the term (hold by either the Issuer or the holder, or linked to one or several events not related to either the Issuer or the holder).

The *Certificats de Dépôt* issued under the Programme may also carry one or more embedded possibility(ies) of repurchase before the term (hold by either the Issuer or the holder, or linked to one or several events not related to either the Issuer or the holder).

A possibility of early redemption, extension or repurchase of *Certificats de Dépôt*, if any, shall be explicitly specified in the confirmation form of any related issuance of *Certificat de Dépôt*.

In any case, the overall maturity of any *Certificat de Dépôt* embedded with one or several of such clauses, shall always - all possibilities of early redemption, extension or repurchase included - conforms to laws and regulations in force in France at the time of the issue.

1.11 Minimum issuance amount:

The *Certificats de Dépôt* shall be issued for a nominal amount at least equal to Euro 200,000 or its equivalent in other currencies at the date of issue.

1.12 Minimum denomination of the Notes:

In accordance with Article D.213-11 of the French *Code Monétaire et Financier*, the minimum legal denomination of the Notes issued under this Programme is Euro 200,000 or its equivalent value at the date of issue in other currencies.

1.13 Status of the Notes:

The *Certificats de Dépôt* shall constitute direct, unsecured and unsubordinated obligations of the Issuer, ranking at least *pari passu* with all other current and future direct, unsecured, unguaranteed and unsubordinated indebtedness of the Issuer.

1.14 Governing law that applies to the Notes:

The Certificates of Deposit under the Programme shall be governed by and construed in accordance with French law.

All potential disputes related to the issuance of the *Certificats de Dépôt* shall be governed and construed according to French Law.

1.15 Listing:

All, or part only, of the *Certificats de Dépôt* issued under the Programme may be admitted to trading on Euronext Paris in accordance with Directive 2003/71/EC of the European Parliament and of the Council dated 4 november 2003. You can verify whether an issue of *Certificats de Dépôt* is admitted to trading on Euronext Paris on the website of Euronext Paris (<https://www.euronext.com/>).

1.16 Settlement system:

The *Certificats de Dépôt* will be issued in Euroclear France.

1.17 Ratings of the Programme:

The ratings A-1+ et P-1 have been assigned to the Programme by S&P and Moody's.

The rating(s) may be reviewed at any time by the rating agency(es). Investors are invited to refer to the website of the relevant rating agency in order to have access to the latest rating.

The link(s) to the website(s) of the rating agency(es) are listed in Appendix II.

1.18 Guarantor:

Not applicable

1.19 Issuing and Paying Agent:

The Issuer has appointed NATIXIS as its Issuing and Paying Agent (*Agent Domiciliataire*) in relation to the Programme.

1.20 Arranger:

SFIL

1.21 Dealers:

The *Certificats de Dépôt* will be placed by BNP PARIBAS, CREDIT AGRICOLE CORPORATE & INVESTMENT BANK, NATIXIS and SOCIETE GENERALE.

The Issuer may however elect to replace the Dealers or appoint other Dealers; an updated list of such Dealers shall be disclosed to investors upon request to the Issuer.

1.22 Selling Restrictions:

General selling restrictions

The Issuer, each Dealer, any initial subscriber or any further holder of the *Certificats de Dépôt* issued under the Programme shall not take any action that would allow a public offering of the *Certificats de Dépôt* or the possession or distribution of the *Documentation Financière* or any other document relating to the *Certificat de Dépôt* in any jurisdiction where it is unlawful for such documents to be distributed and shall not offer, sell or deliver, whether directly or indirectly, the *Certificats de Dépôt* in any jurisdiction where such action is unlawful.

The Issuer, each Dealer, any initial subscriber has agreed, and any further holder of the *Certificats de Dépôt* will be deemed to have represented and agreed on the date on which he purchases the *Certificats de Dépôt*, to comply with all applicable laws and regulations in force in the jurisdiction in which it offers or sells the *Certificats de Dépôt* or hold or distribute the *Documentation Financière* and to obtain any consent, approval or permission required for the offer or sale by it of *Certificats de Dépôt* under the laws and regulations in force in any jurisdiction to which it is subject or in which it will make such offers or sales and neither the Issuer, nor any Dealer nor any subscriber nor any initial subscriber nor any further holder shall have responsibility therefore or in respect thereof.

France

The Issuer, each Dealer, any initial subscriber has represented and agreed, and any further holder of the *Certificats de Dépôt* will be deemed to have represented and agreed on the date on which he purchases the *Certificats de Dépôt*, to comply with applicable laws and regulations in force regarding the offer, the placement or the re-sale of the *Certificats de Dépôt* or the distribution of documents with respect thereto, in France.

United States

The *Certificats de Dépôt* have not been and will not be registered under the Securities Act of 1933, as amended (the "Securities Act"), or any other laws or regulations of any state of the United States of America, and may not be offered or sold within the United States of America, or to, or for the account or benefit of, U.S. persons (as defined in accordance with Regulation S under the Securities Act).

Any initial subscriber, any Dealer and any further holder of the *Certificats de Dépôt* has represented and agreed, that it has not offered, sold, or delivered, and will not offer, sell or deliver, whether directly or indirectly, any *Certificats de Dépôt* within the United States of America or to, or for the account or benefit of, any U.S. person (i) as part of their distribution at any time and (ii) otherwise until the day immediately following 40 days after the later of (y) the day on which such *Certificats de Dépôt* are offered and (z) the issue date of such *Certificats de Dépôt* (the "Distribution Compliance Period"). In addition, until 40 days after the commencement of the offering of the *Certificats de Dépôt*, an offer or sale of *Certificats de Dépôt* within the United States by an initial subscriber or any further holder of the *Certificats de Dépôt*, whether or not participating in the offering, may violate the registration requirements of the Securities Act.

Any initial subscriber, any Dealer and any further holder of the *Certificats de Dépôt* has also agreed that it will send to each distributor, initial subscriber or person to which it sells *Certificats de Dépôt* during the 40-day period (as referred to here above) a notice setting out the selling and offering restrictions of the *Certificats de Dépôt* in the United States of America or to, or for the account or benefit of, US persons.

The *Certificats de Dépôt* will be offered and sold only outside the United States to persons other than US persons (as defined in accordance with Regulation S under the Securities Act).

1.23 Taxation:

The Issuer is not bound to indemnify any holder of the *Certificats de Dépôt* in case of taxes which are payable under French law or any other foreign law in respect of the principal of, or the interest on, the *Certificats de Dépôt*, except for any stamp or registration taxes payable by the Issuer under French law.

1.24 Involvement of national authorities:

Banque de France

1.25 Contact details:

The person in charge of the Programme :

Gonzague Veillas
Head of Funding and Treasury
SFIL
1-3 rue du passeur de Boulogne
92130 Issy les Moulineaux - France
Tél : + 33.(0)1.30.13.39.09
Adresse courriel : gonzague.veillas@sfil.fr

The person in charge of the update of the Programme is :

Ophra Derhy
Chief Legal Officer
SFIL
1-3 rue du passeur de Boulogne
92130 Issy les Moulineaux - France
Tél : + 33.(0)1.73.28.87.90
Adresse courriel : ophra.derhy@sfil.fr

1.26 Additional information on the Programme:

Optional²

1.27 Independent auditors of the issuer, who have audited the accounts of the issuer's annual report

Please refer to Chapter III, paragraph 3.4, English section

² Optional : not required by French regulation

II. DESCRIPTION OF THE ISSUER

Article D. 213-9, II, 2° of the French *Code Monétaire et Financier* and Article 2, I and II of the 3° paragraph of the Amended Order (*Arrêté*) of 13 February 1992 and subsequent regulations.

2.1 Legal name: **SFIL (ex Société de Financement Local - change of legal name occurred on June 10, 2015)**

2.2 Legal form, applicable law and jurisdiction:

The SFIL is a limited liability company (*société anonyme*) with a Board of Directors, as governed by the French *Code de Commerce*, the French *Code Monétaire et Financier* and the French law n° 83-675 dated July, 26, 1983 (*démocratisation du secteur public*).

Any action against the Issuer may be brought before any competent court in Hauts de Seine.

2.3 Date of incorporation/establishment:

The company was incorporated on December 29, 1999 for a term of 99 years.

2.4 Registered office:

SFIL,
1-3, rue du Passeur de Boulogne
92130 Issy-les-Moulineaux, France
Phone : +33 (1) 73 28 90 90

2.5 Registration number, place of registration:

The company is registered in the *Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre* with Registration Number 428 782 585

2.6 Issuer's mission:

The company is a credit establishment, licensed by the Autorité de Contrôle Prudentiel and which purpose is to perform any and all banking operations in the sens given by article L-311-1 of the French *Code Monétaire et Financier*, and this in connection with the granting of credits to the French local public sector. In order to reach its purpose, the company will be able, within the framework of conditions laid out by the current French banking and financial regulation, to procure all adequate resources.

2.7 Brief description of current activities:

(I and II of 3° of Article 2 of the Amended Order (*Arrêté*) of 13 February 1992)

SFIL assumes the role of sponsor entity to its subsidiary company, Caisse française de financement local, as defined by the regulation applicable to sociétés de crédit foncier.

Moreover, SFIL acts as service provider to Banque Postale and its joint venture La Banque Postale Collectivités Locales

At the beginning of 2015, the French State announced the creation of a national scheme dedicated to the refinancing of export credit, which it decided to entrust to Sfil. Sfil will work closely on this new mission with all the players in the export credit market, primarily Coface, an insurance company specialized in insuring foreign creditbuyer contracts signed with French banks.

This new scheme will enable exporters and lending banks to take advantage of the capacities of Caisse Française de Financement Local to raise funds in the market under conditions that are those of the best French issuers of covered bonds and with volumes adapted to the refinancing of large-sized export credits. Importing companies will thus benefit from markedly improved financial conditions for purchases up to several billion euros with maturities of 10, 20 and more years.

Detailed information about the Issuer's business activity can be found on pages 5 to

15 and pages 47 to 69 of the of the 2014 Financial Report of SFIL.

2.8 Capital or equivalent:

2.8.1 Amount of capital subscribed and fully paid:

SFIL 's issued share capital amounts as at the date hereof to 130,000,150 euros divided into 9 285 725 shares of 14 euros of nominal value.

The shares are divided into two categories:

- 7 428 580 ordinary shares, and
- 1 857 145 preference shares issued pursuant to the provisions of Articles L. 228-11 of the French Code de Commerce and with the rights and obligations set out in the Articles of Association of SFIL

2.8.2 Fraction of issued capital not fully paid-up

Not relevant

2.9 List of main shareholders:

The shareholders of SFIL are as at the date hereof:

- The French Government, through Agence des Participations de l'Etat, up to 75%, i.e 6 964 293 ordinary shares,
- Caisse des Dépôts et Consignations, up to 20%, i.e. 1 857 145 preference shares, and
- La Banque Postale, up to 5%, i.e. 464 287 ordinary shares.

2.10 Listing of the shares and the bonds of the Issuer:

The shares of SFIL are not listed on any Stock Exchange.

2. 11 SFIL is managed by

Philippe Mills, Président Directeur Général
François Laugier, Directeur Général Adjoint

The following Board of Directors:

Philippe Mills, Président Directeur Général
Jean-Pierre Balligand
Corso Bavagnoli
Catherine Boyaval
Pascal Cardineaud
Delphine de Chaisemartin
Lorraine Coudel
Frédéric Guillemin
Catherine (Cathy) Kopp
Françoise Lombard
Chantal Lory
Serge Morvan
Françoise de Panafieu
Sandrine Vion
Rémy Weber

2.12 Accounting method:

SFIL's consolidated financial statements have been prepared in accordance with all IFRS regulations published and endorsed by the EU up to the accounting closing.

The consolidated financial statements are stated in millions of euros (EUR) unless otherwise noted. They are compliant with CNC Recommendation 2009 R04 published on July 2, 2009.

2.13 Accounting year:

Starting on 01 January, ending on 31 December.

2.13.1 Date of the annual shareholders meeting which has approved the accounts of the previous year 28 May 2015

2.14 Fiscal year:

Starting on 01 January, ending on 31 December.

2.15 Other short term programmes of the Issuer:

Not relevant

2.16 Ratings of the Issuer

Rated

The Issuer is rated by the following rating agencies: Moody's, Standard & Poor's and Fitch.

2.17 Additional information on the Issuer

At the end of March 2015, the number of borrowers who had undertaken legal proceedings totaled 203 versus 210 at the end of 2014. A limited number of suits were decided in first hearing. Decisions were handed down in 2014 by the Tribunal de Grande Instance de Nanterre in the proceedings that pitted four local governments against Dexia Credit Local (and Caisse Française de Financement Local, which voluntarily took part in the suit in order to defend its own interests).

These decisions concerned structured loans marketed by Dexia Credit Local and recognized on the balance sheet of Caisse Française de Financement Local, representing a total capital of EUR 98 million. As in the decisions of February 2013, the Tribunal's decision did not address the core issues (validity of the agreement, failure to provide mandatory information, advice and warning, etc.), but was motivated by the formal absence in the faxed loan agreement of intermediary data with which to calculate the annual rate of charge (TEG).

This item led the Tribunal to decide to apply the official rate instead of the contractual rate. For these suits, Dexia Crédit Local and Caisse Française de Financement Local decided to appeal, and proceedings are still in process.. In addition, the efforts Sfil made in 2014 to reduce loan sensitivity on outstanding assets on the balance sheet of its subsidiary, Caisse Française de Financement Local, were undertaken, as in 2013, in line with initiatives validated by the Board of Directors of SFIL. Sensitive outstanding assets include those classified as outside of the Gissler Charter (code of good conduct signed between banks and local governments in December 2009) and assets labeled 3E, 4E and 5E according to the breakdown of the Charter. The method used consists in a definitive reduction in the sensitivity of the most sensitive structured loans. Thus, if required, Sfil may allocate new liquidity to borrowers in the form of additional funding or refinancing of the indemnity for early reimbursement.

In order to find a permanent and comprehensive solution for the problem of the most sensitive structured loans contracted by local governments and public hospitals, the French government took the following measures:

- support funds for local governments and public hospitals:
 - a multi-year support fund was created by the 2014 law of Finances voted in December 2013. It is endowed with EUR 1.5 billion and has a life span of 15 years maximum (EUR 100 million per year). It is managed by a new administrative department created by the State, the *Service de pilotage du dispositif de sortie des emprunts sensibles*. The framework in which the fund is working has been described in the decree of application dated April 29, 2014, in the *arrêté* dated November 4, 2014, and in the guidelines for using the funds, approved by a *Conseil national d'orientation et de suivi* (CNOS) on November 13, 2014. The main features of this framework are the following:
 - eligible customers: local governments and groups of such holding the most sensitive loans;
 - amount of aid: it is defined by several criteria, in particular the financial situation of the local public entity making the request and the portion of eligible contracts in the entity's total debt; the maximum amount of aid may represent up to 45% of the indemnity (the maximum aid being granted to entities with the worst financial situation);
 - use of the aid received by local governments: it will be paid in equal parts over a period of 15 years and will compensate a part of the early reimbursement indemnity; exceptionally and for a limited time, aid could be granted to pay for a portion of the interest on the loan in question (which would not be reimbursed in that case);
 - renunciation by the entities that benefit from the fund of current or future litigation on the loans

benefiting from the fund, formalized in an agreement signed with the bank;

- management of the fund insured by the State, with a CNOS bringing together representatives of the State, local governments and qualified individuals;

- banks provide 60% of the funds and the French State the remaining part.

- a similar scheme was launched for public hospitals by ministerial instruction DGOS/PF1/DGFIP/CL1C/ CL2A/2014/363 of December 22, 2014. It is endowed with a contribution of EUR 100 million, which will be paid out to public hospitals in equal annual fractions over three years. The main features are the following:

- eligible customers: public hospitals whose total income is less than EUR 100 million according to 2013 financial statements;

- eligible contracts: structured loan contracts considered to be outside of the Charter;

- amount of aid: aid corresponds, for each loan contract, to a fraction of the total indemnity for early reimbursement owed by the hospital. This fraction may not exceed 45% and the amount of aid, a ceiling of EUR 5 million. The percentage taken into account by the scheme includes a number of criteria for each beneficiary of the contribution, in particular, the weight of outstanding debt outside of the Charter in the debt total, its level of debt, its financial situation and its capacity to deal with the cost-overruns generated by the structured loans classified outside of the Charter as well as its borrowing needs in the years to come.

- conditions of granting aid: the payment of the aid is subordinated to the early reimbursement of the eligible contract(s) concerned and to the negotiation previously concluded with the credit institution of a financial agreement in the sense of article 2044 of the Civil Code concerning the contract(s).

Caisse Française de Financement Local, the subsidiary that carries the Sfil Group's assets, has committed to contribute to the fund dedicated to local governments for EUR 10 million per year for 15 years, as well as to the analogous arrangements planned for public hospitals for a total amount of EUR 18 million. All of these contributions have been recorded in the Company's accounts.

The French government made new decisions about these funds on February 24, 2015, subsequent to the decision taken by the Swiss National Bank on January 15, 2015, to let the Swiss currency appreciate, causing significant repercussions for local governments and public hospitals. The French government announced it would double the volume of the support funds earmarked for local governments (the amount was raised from EUR 1.5 billion to EUR 3 billion) and multiply by four the sum for public hospitals (the amount was raised from EUR 100 million to EUR 400 million). As of the date this report was prepared, the modalities had not yet been determined by new legislation and regulations.

- New legislative measures targeting a legal basis to secure loan agreements with public sector entities took effect on July 30, 2014, after having been validated by the Conseil Constitutionnel, on July 24, 2014. Certain provisions had been amended to take into account the comments of the Conseil Constitutionnel at the end of December 2013.

Within this framework, the year 2014 was characterized by:

- the acceleration of the number of operations processed in comparison with 2013: 158 operations to reduce loan sensitivity in 2014, versus 98 in 2013;

- success in exceeding the objective of EUR 1 billion in the volume of loans with reduced sensitivity and achieving EUR 1.2 billion; at the end of the year, the initial inventory of sensitive structured loans was reduced by a quarter, from EUR 8.5 billion to EUR 6.3 billion.

- the signing of financial agreements with, in particular, the Conseil Général of Seine-Saint-Denis and the municipalities of Saint-Étienne and Asnières-sur-Seine.

- borrowers who were increasingly receptive to the interest of the scheme proposed by Caisse Française de Financement Local in tandem with reduced sensitivity: additional funding granted rose to EUR 0.8 billion in 2014 versus EUR 0.3 billion in 2013.

The first financial agreements were signed within the framework of the local government support

fund, thereby putting an end to several suits, in particular with the Conseil Général de la Seine-Saint-Denis and the municipalities of Asnières-sur-Seine and Saint-Étienne. In addition, as mentioned above, legislation targeting a legal basis to secure structured loan agreements in effect with public sector entities took effect on July 30, 2014.

III. CERTIFICATION OF INFORMATION FOR THE ISSUER

Article D. 213-9, II, 3° and III of the French *Code Monétaire et Financier* and Article 2, last paragraph of the Amended Order (*Arrêté*) of 13th February 1992 and subsequent regulations.

3.1 Person responsible for the *Documentation Financière* concerning the French Certificat de Dépôt:

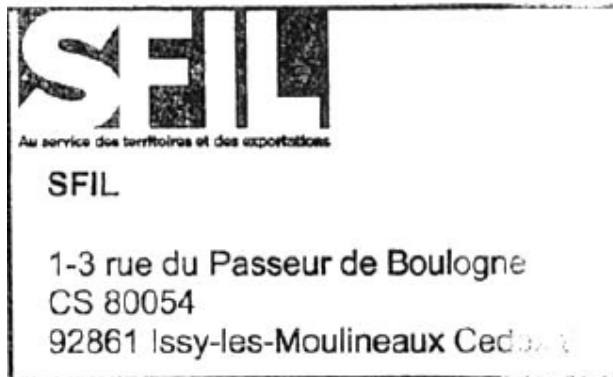
Phillipe Mills
Chief Executive Officer

3.2 Declaration of the person responsible for the *Documentation Financière* concerning the French Certificat de Dépôt:

To my knowledge, the information contained in this *Documentation Financière*, including the French summary, is true and does not contain any misrepresentation which make it misleading.

3.3 Date, Place of signature and Signature:

Executed in Issy les Moulineaux, on 29 July 2015



Name: Phillipe Mills
Title: Chief Executive Officer

3.4 Independent auditors of the Issuer, who have audited the accounts of the Issuer's annual report

3.4.1 Independent auditors Statutory Auditors

MAZARS

Immeuble Exaltis
61 rue Henri Regnault
92075 La Défense Cedex
represented by :
**Virginie Chauvin, Partner
and Anne Veaute, Partner**

DELOITTE & ASSOCIES

185 avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine
represented by :
**Jose-Luis Garcia, Partner and
Charlotte Vandeputte, Partner**

Substitute Statutory Auditors

Franck Boyer, Partner

BEAS

represented by:

Mireille Berthelot, Partner

3.4.2

Independent auditors report

The 2014 financial statements of SFIL (ex Société de Financement Local) have been certified by the statutory auditors on 3 April 2015.

The report of the statutory auditors on the 2014 financial statements can be found on page 102 of the 2014 Financial Report of SFIL.

The 2014 consolidated financial statements of SFIL (ex Société de Financement Local) have been certified by the statutory auditors on 3 April 2015.

The report of the statutory auditors on the 2014 consolidated financial statements can be found on page 83 of the 2014 Financial Report of SFIL.

The 2013 financial statements of SFIL (ex Société de Financement Local and ex. Dexint Developpment) have been certified by the statutory auditors on 7 April 2014.

The report of the statutory auditors on the 2013 financial statements can be found on page 97 of the 2013 Financial Report of SFIL.

The 2013 consolidated financial statements of SFIL (ex Société de Financement Local and ex. Dexint Developpment) have been certified by the statutory auditors on 7 April 2014.

The report of the statutory auditors on the 2013 consolidated financial statements can be found on page 78 of the 2013 Financial Report of SFIL.

IV. INFORMATION CONCERNING THE ISSUER'S REQUEST OF THE STEP LABEL

- 4.1** An application for a STEP label for this Programme will be made to the STEP Secretariat. Information as to whether the STEP label has been granted for this Programme may be made available on the STEP market website (initially www.stepmarket.org).

This website is not sponsored by the Issuer and the Issuer is not responsible for its content and availability.

Unless otherwise specified in this Information Memorandum, the expressions "STEP", "STEP Market Convention", "STEP label", "STEP Secretariat", and "STEP market website" shall have the meaning assigned to them in the Market Convention on Short-Term European Paper dated 25 October 2010 and adopted by the ACI – The Financial markets Association and the European Banking Federation (as amended from time to time).

APPENDICES

I Issuer Annual reports and financial statements

Issuer Financial report 2014
Issuer Financial Report 2013

II Reports of statutory auditors

III Link(s) to the website(s) of the rating agency(es)

Appendix I

Issuer Annual reports and financial statements

SFIL 2014 Financial Report : <http://sfil.fr/en/infos-financieres/publications/>

SFIL 2013 Financial Report : <http://sfil.fr/en/infos-financieres/publications/>

Appendix II

Reports of statutory auditors

The Auditor's reports appear on:

Financial statements:

- Page 102 of the 2014 Financial Report of SFIL
- Page 97 of the 2013 Financial Report of SFIL

Consolidated financial statements:

- Pages 83 of the 2014 Financial Report of SFIL.
- Pages 78 of the 2013 Financial Report of SFIL.

Appendix III

Link(s) to the website(s) of the rating agency(es)

Standard & Poor's

Rating assigned by Standard & Poor's to this programme can be checked at the following internet address:

https://www.standardandpoors.com/en_EU/web/guest/ratings/entity/-/org-details/sectorCode/GOVS/entityId/544204

Moody's Investors Services

Rating assigned by Moody's Investors Services to this programme can be checked at the following internet address :

<https://www.moodys.com/credit-ratings/Societe-de-Financement-Local-credit-rating-823291494>



Documentation Financière

Information Memorandum (Dossier de Présentation Financière) relatif aux Bons à Moyen Terme Négociables

Name of the Programme / Nom du Programme:	SFIL, French <i>Bons à Moyen Terme Négociables</i>
Name of the Issuer / Nom de l'Emetteur:	SFIL
Type of Programme / Type de Programme:	French <i>Bons à Moyen Terme Négociables</i> / Bons à Moyen Terme Négociables
Programme size / Plafond du Programme:	EUR 500,000,000 / 500.000.000 EUR
Guarantor / Garant	Not applicable / Sans objet
Rating(s) of the Programme / Notation du Programme:	Not rated / Non noté
Arranger / Arrangeur:	SFIL
Issuing and Paying Agent / Agent Domiciliataire:	NATIXIS
Dealers / Agents Placeurs:	BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate And Investment Bank, Natixis, Société Générale
Effective date of the Information Memorandum / Date d'effet du Dossier de Présentation Financière:	29 July 2015 / 29 juillet 2015
Amendment to the Information / Mise à jour par avenant du Dossier de Présentation Financière	None / Sans objet

The *Bons à Moyen Terme Négociables* have not been and will not be registered under the Securities Act of 1933, as amended (the "Securities Act"), or any other laws or regulations of any state of the United States of America, and may not be offered or sold within the United States of America, or to, or for the account or benefit of, U.S. persons (as defined in accordance with Regulation S under the Securities Act).

Prepared in compliance with / Etabli en application des articles L 213-1 A à L 213-4-1 and D.213-1 A to D.213-14 of the French Code Monétaire et Financier

An original copy of this document is sent to /Un exemplaire du présent dossier est adressé à :

BANQUE DE FRANCE
Direction Générale des Opérations
Direction pour la Stabilité Financière (DSF)
35-1134 Service des Titres de Créances Négociables
39, rue Croix des Petits Champs
75049 PARIS CEDEX 01
A l'attention du chef de service

TABLE OF CONTENTS / TABLE DES MATIERES

FRENCH SECTION

RESUME DE LA DOCUMENTATION FINANCIERE

I DESCRIPTION DU PROGRAMME D'EMISSION

II DESCRIPTION DE L'EMETTEUR

III CERTIFICATION DES INFORMATIONS FOURNIES

ANNEXES

ANNEXE I *Rapports annuels et comptes*

Rapport annuel 2014

Rapport annuel 2013

ANNEXE II *Lien(s) vers le(s) site(s) internet des agence(s) de notation*

ENGLISH SECTION

I DESCRIPTION OF THE ISSUANCE PROGRAMME

II DESCRIPTION OF THE ISSUER

III CERTIFICATION OF INFORMATION

APPENDICES

APPENDIX I APPENDICES TO THE INFORMATION MEMORANDUM

APPENDIX II APPENDICES TO THE FINANCIAL DOCUMENTATION

APPENDIX III APPENDICE

FRENCH SECTION

I. DESCRIPTION DU PROGRAMME D'EMISSION

Article D. 213-9, II, 1° et D. 213-11 du Code monétaire et financier et Article 1 de l'arrêté du 13 février 1992 modifié et les réglementations postérieures

- 1.1 Nom du Programme** **SFIL, Bons à Moyen Terme Négociables**
- 1.2 Type de programme**
Programme de Bons à Moyen Terme Négociables
- 1.3 Dénomination sociale de l'Emetteur** SFIL
- 1.4 Type d'émetteur** Etablissement de crédit
- 1.5 Objet du Programme**
Afin de satisfaire aux besoins généraux de financement de la SFIL ("l'Emetteur") et de sa filiale, l'Emetteur procédera à l'émission périodique de Bons à Moyen Terme Négociables, conformément aux articles L.213-1-A à L.213-4-1 et D.213-1-A à D.213-14 du Code Monétaire et Financier et à toutes les réglementations postérieures.
- 1.6 Plafond du Programme**
L'encours maximal des Bons à Moyen Terme Négociables émis aux termes du Programme s'élèvera à 500.000.000 d'euros ou sa contre-valeur dans n'importe quelle autre devise autorisée à la date d'émission.
- 1.7 Forme des titres**
Les Bons à Moyen Terme Négociables sont des titres de créances négociables, émis au porteur et sont inscrits en compte auprès d'intermédiaires autorisés conformément à la législation et à la réglementation française en vigueur.
- 1.8 Rémunération**
La rémunération des Bons à Moyen Terme Négociables est libre.
Toutefois, lorsque la rémunération est liée à un indice ou varie en application d'une clause d'indexation qui ne porte pas sur un taux usuel du marché interbancaire, du marché monétaire ou du marché obligataire, cette rémunération devra être au préalable portée à la connaissance de la Banque de France.
Le Programme permet également l'émission de Bons à Moyen Terme Négociables dont la rémunération peut être fonction d'une formule d'indexation ne garantissant pas le remboursement du capital à leur échéance, y compris lors de la survenance d'un événement de crédit.
La confirmation de l'Emetteur relative à une telle émission mentionnera explicitement la formule de remboursement ainsi que le fait qu'une partie ou la totalité du capital de certains titres émis dans le cadre de ce programme peut ne pas être garantie.
Les Bons à Moyen Terme Négociables pourront être émis à un prix différent du pair et comporter une prime de remboursement. Ils pourront également être émis sous forme de coupon zéro ou coupon unique.
Dans le cas d'une émission comportant une possibilité de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat, les conditions de rémunération du Bon à Moyen Terme Négociable seront fixées à l'occasion de l'émission initiale et ne pourront pas être modifiées ultérieurement, notamment à l'occasion de la prorogation ou du rachat.
- 1.9 Devises d'émission**

Les Bons à Moyen Terme Négociables sont émis en Euros ou en toute autre devise autorisée par la réglementation française en vigueur au moment de l'émission conformément à l'article D.213-6 du Code monétaire et financier. La Banque de France peut toutefois décider de la suspension temporaire des émissions de titres libellés dans une devise déterminée si les circonstances le justifient.

1.10 Maturité

L'échéance des Bons à Moyen Terme Négociables sera fixée conformément à la législation et à la réglementation française, ce qui implique qu'à la date des présentes, la durée initiale des émissions de Bons à Moyen Terme Négociables doit être supérieure à 1 an (365 jours ou 366 jours les années bissextiles).

Les Bons à Moyen Terme Négociables peuvent être remboursés avant maturité en accord avec les lois et les réglementations applicables en France.

Les Bons à Moyen Terme Négociables émis dans le cadre du Programme pourront comporter une ou plusieurs possibilités de prorogation de l'échéance (au gré de l'Émetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un (ou plusieurs) événement(s) indépendant(s) de l'Émetteur et ou du détenteur).

Les Bons à Moyen Terme Négociables émis dans le cadre du Programme pourront aussi comporter une ou plusieurs possibilités de rachat par l'Émetteur (au gré de l'Émetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un (ou plusieurs) événement(s) indépendant(s) de l'Émetteur et / ou du détenteur).

La faculté de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat de Bons à Moyen Terme Négociables, s'il y a lieu, devra être spécifiée explicitement dans le formulaire de confirmation de toute émission concernée.

En tout état de cause, la durée de tout Bons à Moyen Terme Négociables assortie d'une ou de plusieurs de ces clauses, sera toujours, toutes possibilités de remboursement anticipé, de prorogation ou rachat comprises, conforme à la réglementation en vigueur au moment de l'émission dudit Bons à Moyen Terme Négociables.

1.11 Montant unitaire minimal des émissions

Le montant unitaire minimal de chaque émission sera au moins égal à 200.000 euros ou s'il s'agit d'une émission en devise étrangère, la contre-valeur de ce montant dans la devise concernée au moment de l'émission.

1.12 Dénomination minimale des BMTN

En vertu de la réglementation (Article D.213-11 du Code monétaire et financier), le montant minimum légal des Bons à Moyen Terme Négociables émis dans le cadre de ce programme est de 200.000 Euros ou la contre-valeur de ce montant en devises déterminée au moment de l'émission.

1.13 Rang

Les Bons à Moyen Terme Négociables constitueront des obligations directes, non assorties de sûreté et non subordonnées de l'Émetteur, venant au moins à égalité de rang avec les autres obligations actuelles et futures, directes, non assorties de sûreté, non garanties et non subordonnées de l'Émetteur.

1.14 Droit applicable

Les Bons à Moyen Terme Négociables émis dans le cadre du Programme seront régis par le droit français.

Tous les litiges auxquels l'émission des Bons à Moyen Terme Négociable pourrait donner lieu seront régis par le droit français et interprétés selon le droit français.

1.15 Admission des titres sur un marché réglementé

L'ensemble, ou une partie seulement, des Bons à Moyen Terme Négociables émis pourront être admis à la négociation sur Euronext Paris, conformément à la Directive 2003/71/EC du Parlement Européen et du Conseil du 4 novembre 2003. Il pourra être vérifié si une émission de Bons à Moyen Terme Négociables est admise à la négociation sur le site internet d'Euronext Paris (<https://www.euronext.com/>).

1.16 Système de règlement- livraison d'émission

Les Bons à Moyen Terme Négociables seront émis en Euroclear France.

1.17 Notations du Programme

Non noté

1.18 Garantie

Sans objet.

1.19 Agent Domiciliataire

L'Emetteur a désigné NATIXIS en qualité d' « Agent Domiciliataire » pour le Programme.

1.20 Arrangeur

SFIL

1.21 Mode de placement envisagé

Les Bons à Moyen Terme Négociables seront placés par les Agents Placeurs suivants : BNP PARIBAS, CREDIT AGRICOLE CORPORATE & INVESTMENT BANK, NATIXIS et SOCIETE GENERALE.

L'Emetteur pourra ultérieurement remplacer un Agent Placeur ou nommer d'autres Agents Placeurs ; une liste à jour desdits Agents Placeurs sera communiquée aux investisseurs sur demande auprès de l'Emetteur.

1.22 Restrictions à la vente

Restrictions générales

L'Emetteur, chaque Agent Placeur et chaque souscripteur initial ou détenteur subséquent de Bons à Moyen Terme Négociables émis dans le cadre du Programme ne prendra aucune mesure aux fins de permettre une offre au public des Bons à Moyen Terme Négociables, ou la détention ou la distribution de la Documentation Financière ou de tout autre document relatif aux Bons à Moyen Terme Négociables dans un pays ou territoire où la distribution de tels documents est contraire aux lois et règlements en vigueur et n'offrira, ne vendra ni ne remettra, directement ou indirectement, les Bons à Moyen Terme Négociables, dans un pays ou territoire où ce type de mesure est contraire aux lois et règlements en vigueur.

L'Emetteur et chaque Agent Placeur et chaque souscripteur initial a garanti, et chaque détenteur subséquent de Bons à Moyen Terme Négociables sera réputé l'avoir déclaré et garanti au jour de la date d'acquisition des Bons à Moyen Terme Négociables, respecter les lois et règlements en vigueur dans chaque pays ou territoire où il offre ou vend les Bons à Moyen Terme Négociables ou dans lequel il détient ou distribue la Documentation Financière et à obtenir toute autorisation ou tout accord nécessaire au regard des lois et règlements en vigueur dans chaque pays ou territoire où il fera une telle offre ou vente. Ni l'Emetteur, ni aucun Agent Placeur, ni aucun souscripteur initial ou détenteur subséquent de Bons à Moyen Terme Négociables n'encourent de responsabilité à ce titre.

France

L'Emetteur, chaque Agent Placeur, chaque souscripteur initial a déclaré et garanti et chaque détenteur subséquent de Bons à Moyen Terme Négociables sera réputé avoir déclaré et garanti au jour de la date d'acquisition des Bons à Moyen Terme Négociables respecter les lois et règlements en vigueur en France relatifs à l'offre, au placement, à la distribution et la revente des Bons à Moyen Terme Négociables ou à la distribution en France des documents y afférant.

Pour le détail des autres restrictions de vente, veuillez-vous référer au *Chapter I, paragraph 1.22 Selling Restrictions English Section* (Chapitre I paragraphe 1.22 de la section en anglais).

1.23 Taxation

L'Emetteur ne s'engage pas à indemniser les détenteurs de Bons à Moyen Terme Négociable en cas de prélèvement de nature fiscale en France ou à l'étranger, sur toutes sommes versées au titre des Bons à Moyen Terme Négociables, à l'exception des droits de timbres ou droit d'enregistrement dus par l'Emetteur en France.

1.24 Implication d'autorités nationales

Banque de France

1.25 Coordonnées des personnes assurant la mise en œuvre du Programme

La personne assurant la mise en œuvre du Programme de Bons à Moyen Terme Négociables est :

Gonzague Veillas

Responsable Financement et Trésorerie

SFIL

1-3 rue du passeur de Boulogne

92130 Issy les Moulineaux - France

Tél : + 33.(0)1.30.13.39.09

Adresse courriel : gonzague.veillas@sfil.fr

La personne assurant la mise à jour du Programme de Bons à Moyen Terme

Négociables est :

Ophra Derhy

Directrice Juridique

SFIL

1-3 rue du passeur de Boulogne

92130 Issy les Moulineaux – France

Tél : + 33.(0)1.73.28.87.90 Adresse courriel : ophra.derhy@sfil.fr

1.26 Informations complémentaires relatives au Programme

Optionnel³

³ Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'Émetteur car la réglementation française ne l'impose pas

II. DESCRIPTION DE L'EMETTEUR

Article D. 213-9, II, 2° du Code monétaire et financier et Article 2, I et II du 3° de l'arrêté du 13 février 1992 modifié et les réglementations postérieures

2.1 Dénomination sociale SFIL (ex Société de Financement Local - changement de dénomination sociale intervenu le 10 juin 2015)

2.2 Forme juridique, législation applicable à l'émetteur et tribunaux compétents

La SFIL est une société anonyme à Conseil d'Administration de droit français, régie par les dispositions du Code de commerce, du Code monétaire et financier et de la loi n°83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public.

Toute réclamation à l'encontre de l'Emetteur au titre de ses activités pourra être portée devant les tribunaux compétents situés dans le département des Hauts de Seine.

2.3 Date de constitution

La société a été créée le 29 décembre 1999 pour une durée de 99 ans.

2.4 Siège social

Le siège social est situé
1-3, rue du Passeur de Boulogne
92130 Issy-les-Moulineaux – France

2.5 Numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés

La SFIL est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 428 782 585

2.6 Objet social résumé

La SFIL est un établissement de crédit, agréé par l'Autorité de contrôle prudentiel qui a pour objet d'effectuer à titre habituel toutes opérations de banque, au sens de l'article L. 311-1 du Code monétaire et financier et ce, en relation avec des opérations de crédit au secteur public local en France.

Pour réaliser cet objet, la société pourra, dans le cadre des conditions définies par la réglementation bancaire et financière en vigueur, se procurer toutes ressources adaptées.

2.7 Description des principales activités de l'émetteur

La SFIL assure le rôle d'établissement gestionnaire de l'activité de sa filiale, la Caisse Française de Financement Local, tel que défini par la réglementation applicable aux sociétés de crédit foncier.

La SFIL fournit par ailleurs des prestations de services pour La Banque Postale et la co-entreprise La Banque Postale Collectivités Locales.

1. L'État français a annoncé début 2015 avoir pris la décision de créer un nouveau dispositif public de financement des exportations, qu'il a choisi de confier à Sfil. Pour cette nouvelle mission, Sfil travaillera en étroite collaboration avec tous les acteurs du financement export, au premier rang desquels Coface, compagnie d'assurance spécialisée dans l'assurance, pour le compte de l'État, des financements accordés par les banques aux acheteurs étrangers.

2. Ce nouveau dispositif permettra aux exportateurs et aux banques prêteuses de profiter des capacités de la Caisse Française de Financement Local à lever des financements de marché à des conditions qui sont celles des meilleurs émetteurs français de *covered bonds* et dans des volumes adaptés au financement des crédits

export de montants élevés. Les entreprises importatrices pourront ainsi bénéficier, pour des achats allant jusqu'à plusieurs milliards d'euros sur des durées de 10 ans, 20 ans et plus, de conditions financières nettement améliorées.
Les renseignements concernant l'activité de SFIL en 2014 sont disponibles au sein du Rapport Financier 2014 de la SFIL aux pages 5 à 15 et aux pages 47 à 69.

2.8 Capital ou équivalent

2.8.1 Montant du capital souscrit et entièrement libéré

Le montant du capital souscrit s'élève à la date des présentes à 130.000.150 euros, divisé en 9.285.725 actions de 14 euros de valeur nominale.

Les actions sont réparties en deux catégories :

- 7.428.580 actions ordinaires ; et
- 1.857.145 actions de préférence émises conformément aux dispositions des articles L. 228-11 du Code de commerce et comportant les droits et obligations définis dans les statuts de la SFIL.

2.8.2 Montant du capital souscrit et non entièrement libéré

Non applicable

2.9 Répartition du capital

L'actionnariat de la SFIL est le suivant :

- l'Etat français, via l'Agence des Participations de l'Etat, à hauteur de 75 %, soit 6.964.293 actions ordinaires,
- la Caisse des Dépôts et Consignations, à hauteur de 20 %, soit 1.857.145 actions de préférence, et
- La Banque Postale, à hauteur de 5%, soit 464.287 actions ordinaires.

2.10 Marchés réglementés où les titres de capital ou de créances de l'émetteur sont négociés

Les titres de capital de l'Emetteur ne sont pas cotés.

2.11 Composition de la Direction

La gestion et la direction de la SFIL est assurée par :

Philippe Mills, Président Directeur Général
François Laugier, Directeur Général Adjoint

Le Conseil d'Administration dont la composition est la suivante:

Philippe Mills, Président Directeur Général
Jean-Pierre Balligand
Corso Bavagnoli
Catherine Boyaval
Pascal Cardineaud
Delphine de Chaisemartin
Lorraine Coudel
Frédéric Guillemin
Catherine (Cathy) Kopp
Françoise Lombard
Chantal Lory
Serge Morvan
Françoise de Panafieu
Sandrine Vion
Rémy Weber

2.12 Normes comptables utilisées pour les données

consolidées

Les comptes consolidés de la SFIL ont été établis suivant les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne à la clôture des comptes.

Les comptes consolidés sont établis en millions d'euros (EUR) sauf indications contraires. Ces comptes sont établis conformément à la recommandation 2009 R04 du CNC publiée le 2 juillet 2009.

2.13 Exercice comptable

Du 1^{er} janvier au 31 décembre

2.13.1 Date de tenue de l'assemblée générale annuelle ayant approuvé les comptes annuels de l'exercice écoulé (ou son équivalent)

28 mai 2015

2.14 Exercice fiscal

Du 1^{er} janvier au 31 décembre

2.15 Commissaires aux comptes de l'Émetteur ayant audité les comptes annuels de l'Émetteur

2.15.1 Commissaires aux comptes

Commissaires aux comptes titulaires :

MAZARS

Exaltis - 61 rue Henri Regnault
92075 La Défense Cedex

représenté par

Virginie Chauvin, Associée
Anne Veaute, Associée

DELOITTE & ASSOCIES

185, Avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine

représenté par

José-Luis Garcia, Associé
Charlotte Vandeputte, Associée

Commissaires aux comptes suppléants :

Franck Boyer, Associé

BEAS

représenté par Mireille Berthelot, Associée

2.15.2 Rapports des commissaires aux comptes

Les comptes annuels de l'exercice 2014 de la SFIL (ex Société de Financement Local) ont fait l'objet d'une certification par les commissaires aux comptes en date du 3 avril 2015.

Le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2014 figure en page 102 du Rapport Financier 2014 de la SFIL.

Les comptes consolidés de l'exercice 2014 de la SFIL (ex Société de Financement Local) ont fait l'objet d'une certification par les commissaires aux comptes en date du 3 avril 2015.

Le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2014 figure en page 83 du Rapport Financier 2014 de la SFIL.

Les comptes annuels de l'exercice 2013 de la SFIL (ex Société de Financement Local et ex Dexint Développement) ont fait l'objet d'une certification par les commissaires aux comptes en date du 7 avril 2014.

Le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2013 figure en page 97 du Rapport Financier 2013 de la SFIL.

Les comptes consolidés de l'exercice 2013 de la SFIL (ex Société de Financement Local et ex. Dexint Développement) ont fait l'objet d'une certification par les commissaires aux comptes en date du 7 avril 2014.

Le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2013 figure en page 78 du Rapport Financier 2013 de la SFIL.

2.16 Autres programmes de l'Emetteur de même nature à l'étranger

Non applicable

2.17 Notation de l'émetteur

Noté.

L'Emetteur est noté par les agences de notation suivantes : Moody's, Standard & Poor's et Fitch.

2.18 Informations complémentaires sur l'émetteur

Au 31 mars 2015, le nombre de clients ayant assigné s'élève à 203 contre 210 à fin 2014.

Un nombre limité de litiges a fait l'objet de décisions au fond en première instance. Des jugements ont été rendus en 2014 par le Tribunal de Grande Instance (TGI) de Nanterre dans les affaires opposant quatre collectivités locales à Dexia Crédit Local (et à la Caisse Française de Financement Local, intervenue volontairement dans la procédure pour défendre ses intérêts). Ces jugements concernaient des prêts structurés commercialisés par Dexia Crédit Local et figurant au bilan de la Caisse Française de Financement Local, et dont le capital initial s'élève à un total de EUR 98 millions. Comme dans les jugements de février 2013, la décision du TGI n'a pas porté sur le fond (validité du consentement, manquements aux obligations d'information, de conseil et de mise en garde...), mais a été motivée par l'absence formelle du TEG dans la télécopie précédant le contrat ou de données intermédiaires de calcul du TEG. Cet élément a conduit le TGI à décider l'application du taux d'intérêt légal au lieu du taux contractuel. Pour ces dossiers, Dexia Crédit Local et la Caisse Française de Financement Local ont fait appel. Les procédures sont en cours.

Parallèlement à ces contentieux la SFIL a pour mission depuis sa création de mener à bien la désensibilisation des encours sensibles logés au bilan de sa filiale, la Caisse Française de Financement Local, conduite comme en 2013, conformément

aux schémas validés par le conseil d'administration de la SFIL.

Le périmètre des encours sensibles recouvre les encours classés hors « charte Gissler » (charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités locales signée en décembre 2009) et les encours classés 3E, 4E et 5E selon cette même charte.

La méthodologie utilisée consiste à désensibiliser de manière définitive les prêts structurés les plus sensibles. Pour ce faire, Sfil peut allouer si nécessaire de la liquidité nouvelle aux emprunteurs sous forme de financement complémentaire ou de refinancement de l'indemnité de remboursement anticipé.

Au soutien de l'action de SFIL et afin d'apporter une solution pérenne et globale au problème des emprunts structurés les plus sensibles contractés par les collectivités locales et les établissements publics de santé, le gouvernement français a mis en place les dispositifs suivants :

Des fonds de soutien aux collectivités locales et aux établissements publics de santé :

- Un fonds pluriannuel a été créé par la loi de finances 2014 votée en décembre 2013. Il est doté de EUR 1,5 milliard et a une durée de vie de 15 ans maximum (EUR 100 millions par an) ; il est géré par le service de pilotage du dispositif de sortie des emprunts sensibles. Ses modalités de fonctionnement, précisées par le décret d'application du 29 avril 2014 et l'arrêté du 4 novembre 2014 ainsi que par la doctrine d'emploi du fonds approuvée par le conseil national d'orientation et de suivi (CNOS) du 13 novembre 2014, sont les suivantes :
 - Clients éligibles : collectivités, groupements et établissements publics locaux détenant les crédits les plus sensibles.
 - Montant de l'aide : il tient compte de plusieurs critères, notamment la situation financière de l'organisme public local demandeur et la part des emprunts éligibles dans l'encours total de la dette de cet organisme ; l'aide pourra représenter jusqu'à 45 % du montant de l'indemnité (l'aide maximale étant accordée aux organismes dont la situation financière est la plus dégradée).
 - Utilisation de l'aide reçue par les collectivités : l'aide sera versée par fractions égales sur une durée de 15 ans et compensera partiellement le coût de refinancement de l'indemnité de remboursement anticipé. De façon dérogatoire, pour une durée limitée, l'aide pourra aussi être affectée au paiement d'une partie des intérêts de l'emprunt concerné, non remboursé.
 - Renonciation par les bénéficiaires du fonds aux contentieux en cours ou futurs sur les crédits bénéficiant du fonds, dans le cadre d'une transaction avec la banque.
 - Gestion du fonds assurée par l'État, avec un conseil national d'orientation et de suivi associant des représentants de l'État, des collectivités locales et des personnalités qualifiées.
 - Ce fonds est alimenté à hauteur de 60 % par les banques et pour le solde par l'État.
- Un dispositif analogue pour les établissements publics de santé a été instauré par instruction ministérielle n° DGOS/PF1/DGFIP/CL1C/CL2A/2014/363 du 22 décembre 2014.
 3. Ce fonds est doté d'une enveloppe d'aides de EUR 100 millions qui sera versée aux établissements éligibles par fractions annuelles égales pendant 3 ans. Le dispositif mis en place est le suivant :
 - Clients éligibles : les établissements publics de santé dont le total des produits est inférieur à EUR 100 millions selon le compte financier 2013.
 - Contrats éligibles : contrats de prêts structurés classés « hors charte ».
 - Montant de l'aide : l'aide correspond, pour chaque contrat de prêt, à une fraction de l'indemnité de remboursement anticipé totale due par l'hôpital. Cette fraction ne pourra excéder 45 % et le montant de l'aide le plafond de EUR 5 millions. Le taux de prise en charge par le dispositif tient compte, pour chaque bénéficiaire de l'aide, d'un faisceau de critères, notamment le poids de

l'encours de dette hors charte dans le total de dette, son niveau d'endettement, sa situation financière et sa capacité à faire face au surcoût généré par les prêts structurés classés hors charte ainsi que son besoin d'emprunt sur les prochaines années.

- Conditions d'octroi de l'aide : le versement de l'aide est subordonné au remboursement anticipé du ou des contrats éligibles concernés et à la conclusion préalable avec l'établissement de crédit d'une transaction au sens de l'article 2044 du Code civil portant sur le ou les contrats.

La Caisse Française de Financement Local, filiale qui porte les encours du groupe Sfil, s'est engagée à contribuer au fonds dédié aux collectivités locales pour EUR 10 millions par an pendant 15 ans, ainsi qu'au dispositif prévu pour les établissements publics de santé pour un montant total de EUR 18 millions. Ces contributions ont été inscrites en totalité dans les comptes de la société.

Ces fonds ont fait l'objet de nouvelles décisions du gouvernement français le 24 février 2015 à la suite de la décision prise par la Banque nationale suisse le 15 janvier 2015 de laisser s'apprécier la devise helvétique qui a eu des répercussions lourdes pour les collectivités territoriales et les hôpitaux. Le gouvernement français a annoncé le doublement du volume du fonds de soutien dédié aux collectivités locales (montant porté de EUR 1,5 milliard à EUR 3 milliards) et la multiplication par quatre de celui dédié aux hôpitaux (montant porté de EUR 100 millions à EUR 400 millions). À la date d'établissement du présent rapport, les modalités n'ont pas été précisées par des textes législatifs et réglementaires.

- Une loi relative à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public entrée en vigueur le 30 juillet 2014 après avoir été validée le 24 juillet 2014 par le Conseil constitutionnel. Certaines dispositions avaient été précisées de façon à tenir compte des remarques formulées par le Conseil constitutionnel fin décembre 2013.

Dans ce contexte, l'année 2014 se caractérise par :

- L'accélération du nombre d'opérations traitées par rapport à 2013 : 158 opérations de désensibilisation en 2014, contre 98 en 2013.
- Le dépassement de l'objectif de EUR 1 milliard de volume de prêts désensibilisés pour atteindre EUR 1,2 milliard. En fin d'année, le stock initial des prêts structurés sensibles a été réduit d'un quart, passant de EUR 8,5 milliards à EUR 6,3 milliards.
- La signature de protocoles transactionnels avec notamment le Conseil Général de Seine-Saint-Denis et les villes de Saint-Étienne et d'Asnières-sur-Seine.
- Des emprunteurs qui sont de plus en plus réceptifs à l'intérêt du dispositif de la Caisse Française de Financement Local en accompagnement de la désensibilisation : les financements complémentaires accordés atteignent EUR 0,8 milliard en 2014 contre EUR 0,3 milliard en 2013.

Les premiers accords transactionnels ont été signés dans le cadre du fonds de soutien aux collectivités, mettant fin à plusieurs contentieux, notamment avec le Conseil Général de Seine-Saint-Denis, les villes de Saint-Étienne et d'Asnières-sur-Seine.

Par ailleurs, ainsi que cela a été mentionné, la loi relative à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public est entrée en vigueur le 30 juillet 2014.

III. CERTIFICATION DES INFORMATIONS FOURNIES

Article D. 213-9, II, 3° et III du Code monétaire et financier et Article 2, dernier alinéa de l'arrêté du 13 février 1992 modifié et réglementations postérieures.

Merci de vous référer au Chapter III, English section (chapitre III de la section en anglais).

ANNEXES

Merci de vous référer aux *Appendices, English section* (Annexes de la section en anglais).

ENGLISH SECTION

I. DESCRIPTION OF DESCRIPTION OF THE ISSUANCE PROGRAMME

Article D. 213-9, II, 1° and D. 213-11 of the French *Code Monétaire et Financier* and Article 1 of the Order (*Arrêté*) of 13 February 1992 as amended and all subsequent regulations

1.1 Name of the Programme **SFIL, French Bons à Moyen Terme Négociables**

1.2 Type of programme
Programme of *Bons à Moyen Terme Négociables*

1.3 Name of the Issuer SFIL

1.4 Type of Issuer Monetary Financial Institution (credit institution)

1.5 Purpose of the Programme
In order to meet the genLes mécanismes de compensation et de novation sont reconnus pour le calcul des exigences de fonds propres funding needs of SFIL (the "Issuer") and its subsidiary, the Issuer will issue from time to time *Bons à Moyen Terme Négociables*, in accordance with Articles L.213-1 A to L.213-4-1 and D.213-1 A to D.213-14 and seq. of the French *Code Monétaire et Financier* and all subsequent regulations.

1.6 Programme Size
The maximum outstanding amount of *Bons à Moyen Terme Négociables* issued under the Programme shall be Euro 500,000,000 or its equivalent value at the date of issue in any other authorized currencies.

1.7 Characteristics and form of the Notes
The *Bons à Moyen Terme Négociables* are Negotiable Debt Securities (TCNs or *Titres de Créances Négociables*), issued in bearer form and recorded in the books of authorised intermediaries (book entry system) in accordance with applicable French laws and regulations.

1.8 Yield basis
The remuneration of the *Bons à Moyen Terme Négociables* is unrestricted.

However, the Issuer commits himself informing, prior to the emission of a *Bon à Moyen Terme Négociable*, the *Banque de France* when remuneration is related to an index or varies pursuant to a clause of adjustment which does not relate to a usual rate of the interbank market, monetary or bond.

The Program also allows the emission of *Bons à Moyen Terme Négociables* whose remuneration can be related to a formula of indexing which does not guarantee the refunding of the capital in their term, including when a credit event occurs.

The confirmation of the Issuer relative to such an emission will explicitly mention the formula of refunding and the fact that part or all of the capital of the *Bons à Moyens Terme Négociables* issued under this Programme is not guaranteed.

The *Bons à Moyen Terme Négociables* may be issued at par or a price other than par, and may comprise a redemption premium. They may also be issued under the form a of zero coupon or provide for a single coupon.

In the case of an issue of *Bons à Moyen Terme Négociables* embedding a possibility of early redemption, extension or repurchase, the conditions of remuneration of such *Bons à Moyen Terme Négociables* will be set out when the said *Bons à Moyen Terme Négociables* will be initially issued and shall not be further modified, including when such extension or repurchase will be exercised.

1.9 Currency of issue of the Notes

The *Bons à Moyen Terme Négociables* are issued in Euro or in any other currency authorized by laws and regulations in force in France at the time of the issue in accordance with Article D213-6 of the French *Code Monétaire et Financier*. Although, the Banque de France reserves the right to temporarily suspend a specific foreign currency's issuance if circumstances justify this decision.

1.10 Maturity of the Notes

The term (maturity date) of the *Bons à Moyen Terme Négociables* shall be determined in accordance with laws and regulations applicable in France, which imply that, at the date hereof, the term of the *Bons à Moyen Terme Négociables* shall not be shorter than one year (365 days or 366 days in a leap year).

The *Bons à Moyen Terme Négociables* may be redeemed before maturity in accordance with the laws and regulations applicable in France.

The *Bons à Moyen Terme Négociables* issued under the Programme may carry one or more embedded possibility(ies) of extension of the term (hold by either the Issuer or the holder, or linked to one or several events not related to either the Issuer or the holder).

The *Bons à Moyen Terme Négociables* issued under the Programme may also carry one or more embedded possibility(ies) of repurchase before the term (hold by either the Issuer or the holder, or linked to one or several events not related to either the Issuer or the holder).

A possibility of early redemption, extension or repurchase of *Bons à Moyen Terme Négociables*, if any, shall be explicitly specified in the confirmation form of any related issuance of *Bons à Moyen Terme Négociables*.

In any case, the overall maturity of any *Bons à Moyen Terme Négociables* embedded with one or several of such clauses, shall always - all possibilities of early redemption, extension or repurchase included - conforms to laws and regulations in force in France at the time of the issue.

1.11 Minimum issuance amount

The minimum amount of each issue shall be at least equal to Euro 200,000 or its equivalent in other currencies at the date of issue.

1.12 Minimum denomination of the Notes

In accordance with Article D.213-11 of the French Code monétaire et financier, the minimum legal denomination of the *Bons à Moyen Terme Négociables* issued under this Programme is Euro 200,000 or its equivalent in other currencies at the date of issue.

1.13 Status of the Notes

The *Bons à Moyen Terme Négociables* shall constitute direct, unsecured and unsubordinated obligations of the Issuer, ranking at least *pari passu* with all other current and future direct, unsecured, unguaranteed and unsubordinated indebtedness of the Issuer.

1.14 Governing law

The *Bons à Moyen Terme Négociables* issued under the Programme shall be governed and construed under accordance with French law.

All potential disputes related to the issuance of the *Bons à Moyen Terme Négociables* shall be governed and construed according to French law.

1.15 Listing

All, or part only, of the *Bons à Moyen Terme Négociables* issued under the Programme may be admitted to trading on Euronext Paris in accordance with Directive 2003/71/EC of the European Parliament and of the Council dated 4 november 2003. You can verify whether an issue of *Bons à Moyen Terme Négociables* is admitted to trading on Euronext Paris on the website of Euronext Paris (<https://www.euronext.com/>).

1.16 Settlement system

The *Bons à Moyen Terme Négociables* will be issued in Euroclear France.

1.17 Rating of the Programme

Not rated

1.18 Guarantor

Not Applicable

1.19 Issuing and Paying Agent:

The Issuer has appointed NATIXIS as its Issuing and Paying Agent (*Agent Domiciliataire*) in relation to the Programme.

1.20 Arranger

SFIL

1.21 Dealers

The *Bons à Moyen Terme Négociables* will be placed by the following Dealers : BNP Paribas, Credit Agricole Corporate & Investment Bank, Natixis Et Société Générale.

The Issuer may however elect to replace the Dealers or appoint other Dealers; an updated list of such Dealers shall be disclosed to investors upon request to the Issuer.

1.22 Selling Restrictions

General selling restrictions

The Issuer, each Dealer, any initial subscriber or any further holder of the *Bons à Moyen Terme Négociables* issued under the Programme shall not take any action that would allow a public offering of the *Bons à Moyen Terme Négociables* or the possession or distribution of the Documentation Financière or any other document relating to the *Bons à Moyen Terme Négociables* in any jurisdiction where it is unlawful for such documents to be distributed and shall not offer, sell or deliver, whether directly or indirectly, the *Bons à Moyen Terme Négociables* in any jurisdiction where such action is unlawful.

The Issuer, each Dealer, any initial subscriber has agreed, and any further holder of the *Bons à Moyen Terme Négociables* will be deemed to have represented and agreed on the date on which he purchases the *Bons à Moyen Terme Négociables*, to comply with all applicable laws and regulations in force in the jurisdiction in which it offers or sells the *Bons à Moyen Terme Négociables* or hold or distribute the Documentation Financière and to obtain any consent, approval or permission required for the offer or sale by it of *Bons à Moyen Terme Négociables* under the laws and regulations in force in any jurisdiction to which it is subject or in which it will make such offers or sales and neither the Issuer, nor any Dealer nor any subscriber nor any initial subscriber nor any further holder shall have responsibility therefore or in respect thereof.

France

The Issuer, each Dealer, any initial subscriber has represented and agreed, and any further holder of the *Bons à Moyen Terme Négociables* will be deemed to have represented and agreed on the date on which he purchases the *Bons à Moyen Terme Négociables*, to comply with applicable laws and regulations in force regarding the offer, the placement or the re-sale of the *Bons à Moyen Terme Négociables* or the distribution of documents with respect thereto, in France

United States

The *Bons à Moyen Terme Négociables* have not been and will not be registered under the Securities Act of 1933, as amended (the "Securities Act"), or any other laws or regulations of any state of the United States of America, and may not be offered or sold within the United States of America, or to, or for the account or benefit of, U.S. persons (as defined in accordance with Regulation S under the Securities Act).

Any initial subscriber, any Dealer and any further holder of the *Bons à Moyen Terme Négociables* has represented and agreed, that it has not offered, sold, or delivered, and will not offer, sell or deliver, whether directly or indirectly, any *Bons à Moyen Terme Négociables* within the United States of America or to, or for the account or benefit of, any U.S. person (i) as part of their distribution at any time and (ii) otherwise until the day immediately following 40 days after the later of (y) the day on which such *Bons à Moyen Terme Négociables* are offered and (z) the issue date of such *Bons à Moyen Terme Négociables* (the "Distribution Compliance Period"). In addition, until 40 days after the commencement of the offering of the *Bons à Moyen Terme Négociables*, an offer or sale of *Bons à Moyen Terme Négociables* within the United States by an initial subscriber or any further holder of the *Bons à Moyen Terme Négociables*, whether or not participating in the offering, may violate the registration requirements of the Securities Act.

Any initial subscriber, any Dealer and any further holder of the *Bons à Moyen Terme Négociables* has also agreed that it will send to each distributor, initial subscriber or person to which it sells *Bons à Moyen Terme Négociables* during the 40-day period (as referred to here above) a notice setting out the selling and offering restrictions of the *Bons à Moyen Terme Négociables* in the United States of America or to, or for the account or benefit of, US persons.

The *Bons à Moyen Terme Négociables* will be offered and sold only outside the United States to persons other than US persons (as defined in accordance with Regulation S under the Securities Act).

1.23 Taxation

The Issuer is not bound to indemnify any holder of the *Bons à Moyen Terme Négociables* in case of taxes which are payable under French law or any other foreign law in respect of the principal of, or the interest on the *Bons à Moyen Terme Négociables*, except for any stamp or registration taxes payable by the Issuer under French law.

1.24 Involvement of national authorities

Banque de France

1.25 Contact details

The person in charge of the Programme :

Gonzague Veillas
Head of Funding and Treasury
SFIL
1-3 rue du passeur de Boulogne
92130 Issy les Moulineaux - France
Tél : + 33.(0)1.30.13.39.09
Adresse courriel : gonzague.veillas@sfil.fr

The person in charge of the update of the Programme is :

Ophra Derhy
Chief Legal Officer
SFIL
1-3 rue du passeur de Boulogne
92130 Issy les Moulineaux – France
Tél : + 33.(0)1.73.28.87.90
Adresse courriel : ophra.derhy@sfil.fr

1.26 Additional information on the Programme
Optionnal⁴

⁴ Optionnal : information not required by French regulation

II. DESCRIPTION OF THE ISSUER

Article D. 213-9, II, 2° of the French *Code Monétaire et Financier* and Article 2, I and II of the 3° of the Amended Order (*Arrêté*) of 13 February 1992 and subsequent regulations

2.1 Legal name **SFIL (ex Société de Financement Local - change of legal name occurred on June 10, 2015)**

2.2 Legal form, applicable law and jurisdiction

The SFIL is a limited liability company (*société anonyme*) with a Board of Directors, as governed by the French Code de Commerce, the French *Code Monétaire et Financier* and the French law n° 83-675 dated July, 26, 1983 (*démocratisation du secteur public*).

Any action against the Issuer may be brought before any competent court in Hauts de Seine.

2.3 Date of incorporation/establishment

The company was incorporated on December 29, 1999 for a term of 99 years.

2.4 Registered office

SFIL,
1-3, rue du Passeur de Boulogne
92130 Issy-les-Moulineaux, France
Phone : +33 (1) 73 28 90 90

2.5 Registration number, place of registration

The company is registered in the *Registre du Commerce et des Sociétés* de Nanterre with Registration Number 428 782 585

2.6 Issuer's mission:

The company is a credit establishment, licensed by the Autorité de Contrôle Prudentiel and which purpose is to perform any and all banking operations in the sens given by article L-311-1 of the French monetary and financial code, and this in connection with the granting of credits to the French local public sector. In order to reach its purpose, the company will be able, within the framework of conditions laid out by the current French banking and financial regulation, to procure all adequate resources.

2.7 Brief description of current activities:

SFIL assumes the role of sponsor entity to its subsidiary company, Caisse française de financement local, as defined by the regulation applicable to sociétés de crédit foncier.

Moreover, SFIL acts as service provider to Banque Postale and its joint venture La Banque Postale Collectivités Locales

At the beginning of 2015, the French State announced the creation of a national scheme dedicated to the refinancing of export credit, which it decided to entrust to Sfil. Sfil will work closely on this new mission with all the players in the export credit market, primarily Coface, an insurance company specialized in insuring foreign creditbuyer contracts signed with French banks.

This new scheme will enable exporters and lending banks to take advantage of the capacities of Caisse Française de Financement Local to raise funds in the market under conditions that are those of the best French issuers of covered bonds and with volumes adapted to the refinancing of large-sized export credits. Importing companies will thus benefit from markedly improved financial conditions for

purchases up to several billion euros with maturities of 10, 20 and more years.
Detailed information about the Issuer's business activity can be found on pages 5 to 15 and pages 47 to 69 of the 2014 Financial Report of SFIL.

2.8 Capital or equivalent

2.8.1 Amount of capital subscribed and fully paid:

SFIL's issued share capital amounts as at the date hereof to 130,000,150 euros divided into 9 285 725 shares of 14 euros of nominal value.

The shares are divided into two categories:

- 7 428 580 ordinary shares, and
- 1 857 145 preference shares issued pursuant to the provisions of Articles L. 228-11 of the French Code de Commerce and with the rights and obligations set out in the Articles of Association of SFIL

2.8.2 Fraction of issued capital not fully paid-up

Not applicable

2.9 List of main shareholders

The shareholders of SFIL are:

- The French Government, through Agence des Participations de l'Etat, up to 75%, i.e. 6 964 293 ordinary shares,
- Caisse des Dépôts et Consignations, up to 20%, i.e. 1 857 145 preference shares, and
- La Banque Postale, up to 5%, i.e. 464 287 ordinary shares.

2.10 Listing of the shares and the bonds of the Issuer

The shares of SFIL are not listed on any Stock Exchange.

2.11 Composition of governing bodies and supervisory bodies

SFIL is managed by

Philippe Mills, Président Directeur Général
François Laugier, Directeur Général Adjoint

The following Board of Directors:

Philippe Mills, Président Directeur Général
Jean-Pierre Balligand
Corso Bavagnoli
Catherine Boyaval
Pascal Cardineaud
Delphine de Chaisemartin
Lorraine Coudel
Frédéric Guillemin
Catherine (Cathy) Kopp
Françoise Lombard
Chantal Lory
Serge Morvan
Françoise de Panafieu
Sandrine Vion
Rémy Weber

2.12 Accounting method used for the consolidated data

SFIL's consolidated financial statements have been prepared in accordance with all IFRS regulations published and endorsed by the EU up to the accounting closing.

The consolidated financial statements are stated in millions of euros (EUR) unless otherwise noted. They are compliant with CNC Recommendation 2009 R04 published on July 2, 2009.

2.13 Accounting year

Starting on 01 January, ending on 31 December

2.13.1 Date of the annual shareholders meeting which has approved the accounts of the previous year

28 May 2015

2.14 Fiscal year

Starting on 01 January, ending on 31 December.

2.15 Independent auditors of the Issuer, who have audited the accounts of the Issuer's annual report

2.15.1 Independent auditors

Principal Statutory Auditors :

MAZARS

Exaltis - 61 rue Henri Regnault
92075 La Défense Cedex

Represented by

Virginie Chauvin, Associée

Anne Veaute, Associée

DELOITTE & ASSOCIES

185, Avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine

Represented by

José-Luis Garcia, Associé

Charlotte Vandeputte, Associée

Substitute Statutory Auditors :

Franck Boyer, Associé

BEAS

Represented by Mireille Berthelot,
Associée

2.15.2 Independent auditors reports

The 2014 financial statements of SFIL (ex Société de Financement Local) have been certified by the statutory auditors on 3 April 2015.

The report of the statutory auditors on the 2014 financial statements can be found on page 102 of the 2014 Financial Report of SFIL.

The 2014 consolidated financial statements of SFIL (ex Société de Financement Local) have been certified by the statutory auditors on 3 April 2015.

The report of the statutory auditors on the 2014 consolidated financial statements can be found on page 83 of the 2014 Financial Report of SFIL.

The 2013 financial statements of SFIL (ex Société de Financement Local and ex Dexint Développement) have been certified by the statutory auditors on 7 April 2014.

The report of the statutory auditors on the 2013 financial statements can be found on page 97 of the 2013 Financial Report of SFIL.

The 2013 consolidated financial statements of SFIL (ex Société de Financement Local and ex Dexint Développement) have been certified by the statutory auditors on 7 April 2014.

The report of the statutory auditors on the 2013 consolidated financial statements can be found on page 78 of the 2013 Financial Report of SFIL.

2.16 Other short term programmes of the Issuer

Not applicable

2.17 Ratings of the Issuer

Rated.

The Issuer is rated by the following rating agencies: Moody's, Standard & Poor's and Fitch.

2.18 Additional information on the Issuer

At the end of March 2015, the number of borrowers who had undertaken legal proceedings totaled 203 versus 210 at the end of 2014.. A limited number of suits were decided in first hearing. Decisions were handed down in 2014 by the Tribunal de Grande Instance de Nanterre in the proceedings that pitted four local governments against Dexia Credit Local (and Caisse Française de Financement Local, which voluntarily took part in the suit in order to defend its own interests). These decisions concerned structured loans marketed by Dexia Credit Local and recognized on the balance sheet of Caisse Française de Financement Local, representing a total capital of EUR 98 million. As in the decisions of February 2013, the Tribunal's decision did not address the core issues (validity of the agreement, failure to provide mandatory information, advice and warning, etc.), but was motivated by the formal absence in the faxed loan agreement of intermediary data with which to calculate the annual rate of charge (TEG).

This item led the Tribunal to decide to apply the official rate instead of the contractual rate. For these suits, Dexia Crédit Local and Caisse Française de Financement Local decided to appeal, and proceedings are still in process. The efforts Sfil made in 2014 to reduce loan sensitivity on outstanding assets on the balance sheet of its subsidiary, Caisse Française de Financement Local, were undertaken, as in 2013, in line with initiatives validated by the Board of Directors of SFIL. Sensitive outstanding assets include those classified as outside of the Gissler Charter (code of good conduct signed between banks and local governments in December 2009) and assets labeled 3E, 4E and 5E according to the breakdown of the Charter. The method used consists in a definitive reduction in the sensitivity of the most sensitive structured loans. Thus, if required, Sfil may allocate new liquidity to borrowers in the form of additional funding or refinancing of the indemnity for early reimbursement.

In order to find a permanent and comprehensive solution for the problem of the most sensitive structured loans contracted by local governments and public hospitals, the French government took the following measures:

- support funds for local governments and public hospitals:
 - a multi-year support fund was created by the 2014 law of Finances voted in December 2013. It is endowed with EUR 1.5 billion and has a life span of 15 years

maximum (EUR 100 million per year). It is managed by a new administrative department created by the State, the *Service de pilotage du dispositif de sortie des emprunts sensibles*. The framework in which the fund is working has been described in the decree of application dated April 29, 2014, in the *arrêté* dated November 4, 2014, and in the guidelines for using the funds, approved by a *Conseil national d'orientation et de suivi* (CNOS) on November 13, 2014. The main features of this framework are the following:

- eligible customers: local governments and groups of such holding the most sensitive loans;

- amount of aid: it is defined by several criteria, in particular the financial situation of the local public entity making the request and the portion of eligible contracts in the entity's total debt; the maximum amount of aid may represent up to 45% of the indemnity (the maximum aid being granted to entities with the worst financial situation);

- use of the aid received by local governments: it will be paid in equal parts over a period of 15 years and will compensate a part of the early reimbursement indemnity; exceptionally and for a limited time, aid could be granted to pay for a portion of the interest on the loan in question (which would not be reimbursed in that case);

- renunciation by the entities that benefit from the fund of current or future litigation on the loans benefiting from the fund, formalized in an agreement signed with the bank;

- management of the fund insured by the State, with a CNOS bringing together representatives of the State, local governments and qualified individuals;

- banks provide 60% of the funds and the French State the remaining part.

- a similar scheme was launched for public hospitals by ministerial instruction DGOS/PF1/DGFIP/CL1C/ CL2A/2014/363 of December 22, 2014. It is endowed with a contribution of EUR 100 million, which will be paid out to public hospitals in equal annual fractions over three years. The main features are the following:

- eligible customers: public hospitals whose total income is less than EUR 100 million according to 2013 financial statements;

- eligible contracts: structured loan contracts considered to be outside of the Charter;

- amount of aid: aid corresponds, for each loan contract, to a fraction of the total indemnity for early reimbursement owed by the hospital. This fraction may not exceed 45% and the amount of aid, a ceiling of EUR 5 million. The percentage taken into account by the scheme includes a number of criteria for each beneficiary of the contribution, in particular, the weight of outstanding debt outside of the Charter in the debt total, its level of debt, its financial situation and its capacity to deal with the cost-overruns generated by the structured loans classified outside of the Charter as well as its borrowing needs in the years to come.

- conditions of granting aid: the payment of the aid is subordinated to the early reimbursement of the eligible contract(s) concerned and to the negotiation previously concluded with the credit institution of a financial agreement in the sense of article 2044 of the Civil Code concerning the contract(s).

Caisse Française de Financement Local, the subsidiary that carries the Sfil Group's assets, has committed to contribute to the fund dedicated to local governments for EUR 10 million per year for 15 years, as well as to the analogous arrangements planned for public hospitals for a total amount of EUR 18 million. All of these contributions have been recorded in the Company's accounts.

The French government made new decisions about these funds on February 24, 2015, subsequent to the decision taken by the Swiss National Bank on January 15,

2015, to let the Swiss currency appreciate, causing significant repercussions for local governments and public hospitals. The French government announced it would double the volume of the support funds earmarked for local governments (the amount was raised from EUR 1.5 billion to EUR 3 billion) and multiply by four the sum for public hospitals (the amount was raised from EUR 100 million to EUR 400 million). As of the date this report was prepared, the modalities had not yet been determined by new legislation and regulations.

- New legislative measures targeting a legal basis to secure loan agreements with public sector entities took effect on July 30, 2014, after having been validated by the Conseil Constitutionnel, on July 24, 2014. Certain provisions had been amended to take into account the comments of the Conseil Constitutionnel at the end of December 2013.

Within this framework, the year 2014 was characterized by:

- the acceleration of the number of operations processed in comparison with 2013: 158 operations to reduce loan sensitivity in 2014, versus 98 in 2013;
- success in exceeding the objective of EUR 1 billion in the volume of loans with reduced sensitivity and achieving EUR 1.2 billion; at the end of the year, the initial inventory of sensitive structured loans was reduced by a quarter, from EUR 8.5 billion to EUR 6.3 billion.
- the signing of financial agreements with, in particular, the Conseil Général of Seine-Saint-Denis and the municipalities of Saint-Étienne and Asnières-sur-Seine.
- borrowers who were increasingly receptive to the interest of the scheme proposed by Caisse Française de Financement Local in tandem with reduced sensitivity: additional funding granted rose to EUR 0.8 billion in 2014 versus EUR 0.3 billion in 2013.

The first financial agreements were signed within the framework of the local government support fund, thereby putting an end to several suits, in particular with the Conseil Général de la Seine-Saint-Denis and the municipalities of Asnières-sur-Seine and Saint-Étienne. In addition, as mentioned above, legislation targeting a legal basis to secure structured loan agreements in effect with public sector entities took effect on July 30, 2014.

III	CERTIFICATION OF INFORMATION	
	Article D. 213-9, II, 3° and III of the <i>French Code Monétaire et Financier</i> and Article 2, last paragraph of the Order (<i>Arrêté</i>) of 13 February 1992 as amended and all subsequent regulations.	
3.1	Person responsible for the Documentation Financière concerning the French Bons à Moyen Terme Négociables	Mr. Philippe Mills Chief Executive Officer
3.2	Declaration of the person responsible for the Documentation Financière concerning the French Bons à Moyen Terme Négociables:	To my knowledge, the information contained in this <i>Documentation Financière</i> , including the French summary, is true and does not contain any misrepresentation which make it misleading.
3.3	Date, Place of signature and Signature:	Executed in Issy-les-Moulineaux, on 29 July 2015 

APPENDIX I	Appendices to the Information Memorandum	None
APPENDIX II	Appendices to the financial documentation	2014 Financial Report http://sfil.fr/en/infos-financieres/publications/ 2013 Financial Report http://sfil.fr/en/infos-financieres/publications/
APPENDIX III	Appendice	None